

5EME REGION MILITAIRE :

Démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent

page 2

ED DIWAN

N°2406

Quotidien national d'informations | Lundi 09 Novembre 2026 | - Prix : 15 DA Tirage 2000

NOUREDDINE OUADAH :

« La Conférence africaine des start-up prévue à Alger constitue «le plus grand événement technologique» en Afrique »



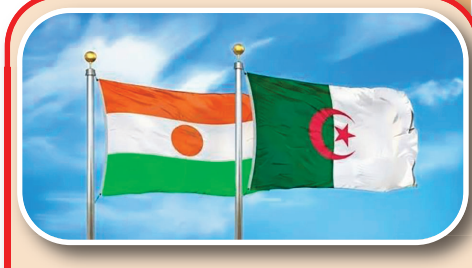
page 3

Actualité

APRES QU'UN PROGRAMME A ETE BAPTISE DE SON NOM PAR L'UNIVERSITE DU MASSACHUSETTS ET M. KENNEDY :

Le président de la République félicite le professeur Noureddine Melikechi

2



ALGERIE - NIGER :

Quand l'affabulation se substitue à la diplomatie européenne

2

Lancement national hier à Alger de l'initiative "Alertes précoces pour tous"

3

A PARTIR D'AUJOURD'HUI :

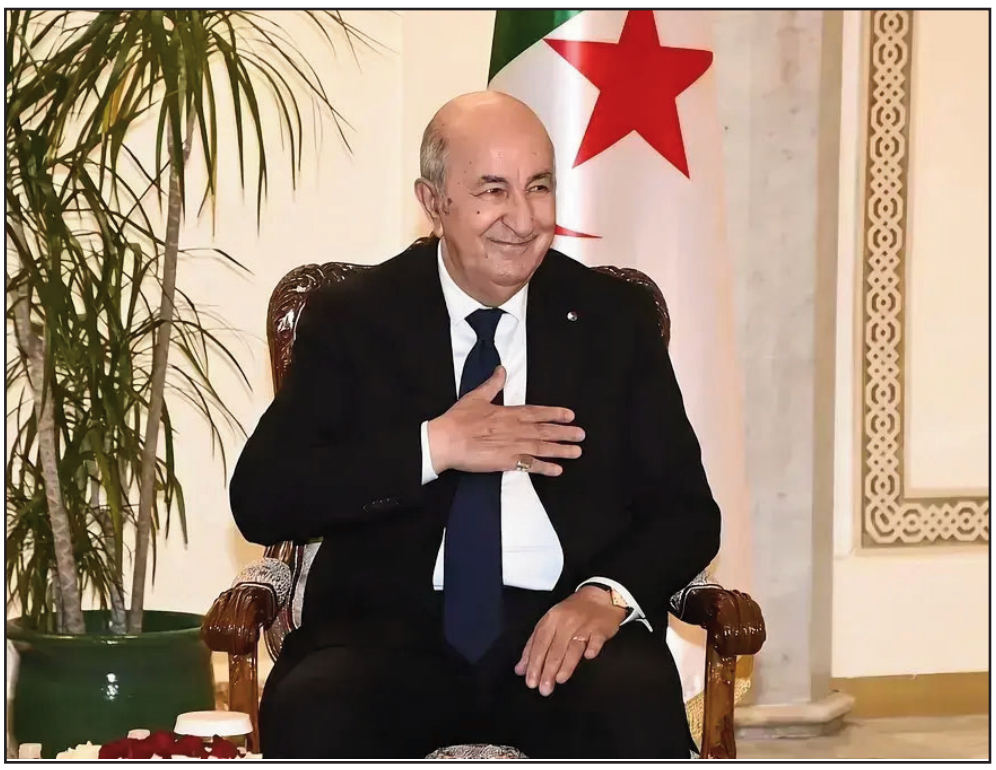
Une délégation de citoyens de l'Etat américain du Kansas en visite en Algérie

p3

APRES QU'UN PROGRAMME A ETE BAPTISE DE SON NOM PAR L'UNIVERSITE DU MASSACHUSETTS ET M. KENNEDY :

Le président de la République félicite le professeur Noureddine Melikechi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, samedi, le professeur Noureddine Melikechi pour avoir obtenu la haute distinction scientifique après qu'un programme a été baptisé de son nom à titre permanent par l'Université du Massachusetts et M. Kennedy.



Toutes mes félicitations et toute ma considération au professeur Noureddine Melikechi, scientifique à la NASA, pour avoir obtenu cette haute distinction scientifique, après qu'un programme a été baptisé de son nom à titre permanent par l'Université du Massachusetts et M. Kennedy. L'Algérie est également fière de cette consécration de votre parcours et de votre empreinte, en tant que l'un des plus éminents scientifiques de notre époque", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

5EME REGION MILITAIRE :

Démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent

Un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent a été démantelé, par les services de sécurité de la 5éme Région militaire, dans une opération qui s'est soldée par l'arrestation de (8) personnes et la saisie de près de (5) milliards de centimes, ainsi que de (45125) euros et diverses sommes en devises étrangères, indique, dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts continus de l'Armée nationale populaire dans la lutte contre la criminalité organisée multiforme, les services de sécurité de la 5éme Région militaire ont réussi, hier samedi 7 novembre 2026, à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent", précise la même source. Cette opération s'est soldée par "l'arrestation de huit (8) personnes et la saisie de sommes d'argent en monnaie nationale s'élevant à près de cinq (5) milliards de centimes, ainsi que (45125) euros et diverses sommes en devises étrangères". Il a été procédé, aussi, à "la saisie d'une quantité d'or estimée à (1,861) kilogramme, de huit (8) véhicules touristiques et de quatre (4) fusils de chasse, en sus d'autres effets utilisés dans des opérations de blanchiment d'argent", poursuit la même source. "Cette opération de qualité confirme, une fois de plus, la mobilisation de l'ensemble des unités de l'Armée nationale populaire, afin de contrecarrer toutes les tentatives visant à porter atteinte à l'économie nationale", conclut le communiqué du MDN.

HYDRAULIQUE :

Bouzegza préside une réunion de coordination pour suivre l'exécution des projets et accélérer la cadence de leur réalisation

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, dimanche à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement de la réalisation des programmes et projets sectoriels et à l'examen de la situation des opérations inscrites et en cours de réalisation, ainsi qu'aux préparatifs relatifs au lancement de nouveaux projets aux niveaux central et local. Au cours de cette réunion, tenue en présence des cadres centraux, le ministre a souligné la "nécessité d'intensifier les efforts pour achever les projets en cours de réalisation et respecter les délais contractuels, en accordant une attention particulière aux stations d'épuration des eaux usées et aux projets de raccordement en aval des stations de dessalement de l'eau de mer, notamment ceux relatifs à la réalisation des infrastructures de stockage, de transfert et de distribution, afin de garantir un approvisionnement continu en eau potable", indique un communiqué du ministère. Il a également insisté sur la nécessité d'assainir la nomenclature des projets sectoriels, à travers l'examen précis de la situation des opérations inscrites et la prise des mesures nécessaires à l'achèvement des opérations en cours de réalisation, ainsi que le traitement des obstacles susceptibles d'entraver leur réalisation, notamment ceux concernant les projets prioritaires ayant un impact direct sur l'amélioration du service public. Dans le même contexte, M. Bouzegza a donné des instructions pour prendre toutes les mesures et dispositions techniques et administratives nécessaires au lancement de nouveaux projets, outre la mise en place d'une cellule de suivi au niveau central, chargée d'accompagner les projets stratégiques et structurants, d'évaluer l'état d'avancement de leur réalisation et de coordonner avec les différentes parties concernées, afin de lever les contraintes et d'accélérer leur concrétisation.Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes structures du secteur, d'accélérer le traitement des dossiers liés aux projets et de moderniser les mécanismes de suivi, en généralisant la numérisation et en s'appuyant sur des données techniques actualisées, de manière à renforcer l'efficacité de la gestion, du suivi et de l'évaluation. Ces orientations s'inscrivent "dans le cadre de l'accélération de la concrétisation des programmes de développement du secteur et de l'achèvement des projets inscrits, de manière à renforcer les infrastructures hydrauliques, à soutenir la sécurité hydrique nationale et à améliorer le service public de l'eau", conclut le communiqué.

ALGERIE- MALI:

Tebboune reçoit un message de Goïta

Le président de l'État du Mali, le général Assimi-Goïta, a félicité ce samedi en son nom et au nom du peuple malien, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de novembre, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué. Dans son message Goïta a rappelé « les liens historiques d'amitié, de solidarité et de bon voisinage entre la République du Mali et la République algérienne démocratique et populaire, lesquels se sont soutenus mutuellement dans les moments difficiles », a souligné la même source. Il a également exprimé sa satisfaction particulière pour la relance des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, affirmant son souhait de travailler avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin de renforcer les liens d'amitié entre les deux États, et souhaitant, à la fin de son message, une santé et un bonheur abondants au président ainsi que le progrès et la prospérité au peuple algérien frère, a rapporté le communiqué.

ALGERIE - NIGER :

Quand l'affabulation se substitue à la diplomatie européenne

Un individu se présentant comme le porte-parole de l'Union Européenne a fait une déclaration dans laquelle il affirmait que Bruxelles suivait la situation de près et cherchait à obtenir davantage de précisions sur la portée, les objectifs ainsi que la base du déploiement des unités algériennes au Niger, dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord algéro-nigérien dans le domaine militaire. Or, des sources autorisées nous ont confirmé qu'aucune démarche de cette nature n'avait été entreprise auprès des autorités algériennes. Aucune demande de clarification, aucune sollicitation officielle, aucun échange diplomatique correspondant aux propos de ce prétendu porte-parole n'a eu lieu. Une précision fondamentale qui change radicalement la lecture de cette déclaration. Car, si de telles démarches avaient effectivement été engagées, elles auraient fait l'objet d'un rejet catégorique de la part de l'Algérie, au motif évident qu'elles constitueraient une ingérence intolérable dans les affaires intérieures et les choix souverains d'un Etat indépendant.

Brahim Merad reçoit le chargé d'affaires américain

Le ministre d'État et ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a reçu ce dimanche au Palais du gouvernement le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis en Algérie, Mark A. Shapiro, à la demande de ce dernier. Selon un communiqué du ministère, les discussions ont porté sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération bilatérale en matière de sécurité et la lutte contre le trafic de drogue et les différentes formes de criminalité organisée. Les deux parties ont également évoqué le partage d'expertise et la coordination dans ces domaines. La coopération face aux feux de forêt a aussi été abordée. La partie américaine s'est dite prête à apporter le soutien nécessaire à l'Algérie afin de contribuer à la protection des personnes, des biens et du patrimoine forestier. Brahim Merad a, par ailleurs, évoqué la visite prévue en Algérie, du 9 au 15 novembre, d'une délégation de la ville de Lawrence, dans l'État du Kansas. Cette invitation, formulée conformément aux instructions du président Abdelmadjid Tebboune, concerne également Kansas City. Elle vise à remercier les deux villes pour l'accueil réservé à la délégation officielle et aux supporters algériens lors de la Coupe du monde 2026.

ED-DIWAN
Quotidien National d' Informations
Edité par EURL Société Seghir de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice de la publication
FATIMA-ZOHRA SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Le Site : www.fr.eddiwan.dz
Email : contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 042 30 81 57

Les textes et les photographies envoyés ou remis à la rédaction ne peuvent être rendus ni faire l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tout article sauf accord de la direction du journal.

NOUREDDINE OUADAH :

« La Conférence africaine des start-up prévue à Alger constitue «le plus grand événement technologique» en Afrique »

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a mis en avant, samedi à Alger, l'importance croissante, à l'échelle continentale et internationale, de la Conférence africaine des start-up, abritée annuellement par l'Algérie et dont la 5e édition est prévue en décembre prochain à Alger, affirmant que cet événement constitue désormais «le plus grand événement technologique en Afrique».



Lors d'une conférence de presse consacrée à cette manifestation, prévue du 5 au 7 décembre au «CIC Abdelatif-Rahal», le ministre a précisé que cette édition connaîtra une large participation africaine et internationale, avec plus de 25000 participants, dont 40 délégations ministérielles du continent africain, plus de 150 investisseurs et plus de 100 experts internationaux dans les domaines des technologies émergentes et de l'intelligence artificielle. Outre les start-up africaines, plusieurs organismes, organisations et start-up de différents pays, notamment l'Arabie saoudite, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, prendront part à cet événement, a-t-il ajouté, relevant que plusieurs organisations onusiennes et instances en relation avec le monde de l'entrepreneuriat seront également présentes. M. Ouadah a, par ailleurs, souligné que les résultats des précédentes éditions de cette Conférence, notamment ceux issus du sommet ministériel organisé en marge de la rencontre, «se sont transformés en résolutions officielles de l'Union africaine (UA)», ajoutant que les conclusions de la 4e édition, tenue l'année dernière en Algérie, ont été approuvées vendredi au siège de l'UA à Addis-Abeba. L'édition de cette année, placée sous le thème «La Deep Tech, le véritable défi», interviendra dans un contexte où l'écosystème africain de la Deep Tech connait une accélération sans précédent, la valeur du financement de la technologie profonde au niveau du continent étant passée à 1,2 milliard USD en 2023 contre 86 millions USD en 2015, en faisant ainsi l'un des domaines les plus dynamiques en Afrique, selon le programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce rendez-vous continental constitue «une étape stratégique» devant réunir les ingénieurs de la souveraineté technologique du continent pour dessiner les contours d'un avenir technologique africain indépendant et fort, vu qu'il s'agit d'une plateforme regroupant les décideurs dans le domaine technologique, les investisseurs et les start-up africaines afin d'échanger les expertises, d'établir des partenariats et conclure des marchés, ce qui contribuera à renforcer l'écosystème pour l'innovation et l'entrepreneuriat en Afrique. Cette nouvelle édition vise à mettre en exergue la capacité des start-up africaine à développer des solutions innovantes dans le domaine de la Deep Tech, à ancrer son rôle en tant qu'acteur principal dans la construction de la souveraineté technologique du continent, notamment en matière de données, l'IA, la santé et l'énergie, en sus d'investir dans les grandes transformations technologiques pour mener un nouveau bond de développement africain», a-t-on affirmé. Au programme, trois jours de dialogue entre les ministres, les acteurs du secteur privé, les investisseurs et les centres de technologie et les compétences africaines à l'étranger pour parvenir «à des résultats pratiques et des recommandations exécutables, ce qui profitera directement aux startupers aux différentes parties dans l'écosystème africain», selon les organisateurs. Au menu figurent quatre principales thématiques, à savoir la souveraineté numérique et l'IA, les ressources stratégiques et l'énergie, la santé et le capital humain et l'entrepreneuriat féminin africain dans la technologie profonde.

A PARTIR D'AUJOURD'HUI :

Une délégation de citoyens de l'Etat américain du Kansas en visite en Algérie

Une délégation de citoyens de l'Etat américain du Kansas, qui avait accueilli, lors de la Coupe du monde 2026 l'été dernier, l'équipe nationale de football et des milliers de supporters algériens, arrivera lundi en Algérie. Avec les habitants des villes de Kansas City et de Lawrence, les supporters algériens avaient partagé des moments de liesse, témoignant des liens d'amitié étroits qui avaient retenu l'attention du monde entier. De nombreux médias internationaux avaient unanimement souligné que les scènes spontanées de solidarité et de rapprochement entre les citoyens des deux pays, étaient parmi les moments les plus marquants de cet événement footballistique.Les habitants de Kansas City et de Lawrence avaient en effet réservé un accueil historique et exceptionnel aux supporters algériens venus soutenir l'équipe nationale, en brandissant les couleurs nationales, en entonnant l'hymne national et en scandant: "One, Two, Three, Viva l'Algérie". L'artiste local Stan Herd avait, pour sa part, réalisé une immense fresque représentant le drapeau algérien, autour de laquelle des centaines d'Algériens et d'Américains s'étaient spontanément rassemblés. Ces gestes spontanés ont donné naissance à un véritable pont humain et culturel entre les deux peuples, consolidant leurs liens d'amitié et de solidarité. Les deux pays ont célébré, le mois dernier, le 231e anniversaire de la signature du Traité de paix et d'amitié, ayant jeté les bases de relations bilatérales qui continuent aujourd'hui de se développer, à la faveur d'une mémoire historique commune et de l'engagement des deux parties en faveur du dialogue, du respect mutuel et de la construction d'un partenariat solide, ouvrant des perspectives prometteuses et offrant de multiples opportunités pour renforcer les liens entre les deux peuples et élargir les domaines de coopération entre les deux pays. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait salué, en juillet dernier, le geste exemplaire des habitants des deux villes, adressant une invitation à leurs responsables ainsi qu'à leurs citoyens pour effectuer une visite d'amitié en Algérie, dans le but de consolider les relations algéro-américaines, que le président de la République avait qualifiées, lors d'une précédente occasion, de relations ayant "toujours été bonnes et en constante amélioration". Le président de la République avait également ordonné, lors d'une précédente réunion du Conseil des ministres, de préparer la signature d'un accord de jumelage entre l'une de ces deux villes et la ville de Tipaza, en reconnaissance de l'accueil chaleureux réservé aux supporters algériens et en considération de l'importance des relations bilatérales. En réponse à cette invitation, la délégation américaine est attendue demain lundi en Algérie, pour une visite d'amitié qui se poursuivra jusqu'au 15 novembre courant. Le programme de cette visite prévoit plusieurs étapes touristiques et culturelles dans la wilaya de Tipaza. Cette occasion permettra également d'examiner les perspectives de coopération entre les autorités locales de la wilaya de Tipaza et les responsables de la ville de Lawrence. Par la suite, la délégation découvrira plusieurs sites historiques emblématiques témoignant du parcours du peuple algérien, à travers une visite à Riadh El Feth et une halte au Musée central de l'Armée, outre la visite du Musée national des beaux-arts, du Jardin botanique du Hamma et de Djamâa El-Djazaïr et une tournée dans la vieille ville de la Casbah, où les membres de la délégation pourront découvrir de près son histoire séculaire ainsi que son patrimoine architectural singulier. La visite coïncidant avec le stage de préparation de l'équipe nationale de football au Centre de Sidi Moussa, la délégation américaine aura l'occasion de découvrir l'ambiance des entraînements des Verts. Le programme prévoit, à cette occasion, une rencontre avec les joueurs ainsi qu'une séance de photos souvenirs. La visite s'achèvera par un déplacement dans la wilaya de Ghardaïa, où la délégation parcourra les ksour de la vieille ville et découvrira l'histoire, la culture et les traditions de la vallée du M'zab. A noter que cette visite a suscité un vif intérêt auprès des médias locaux de l'Etat du Kansas, comme en témoignent les publications diffusées sur leurs pages officielles sur les réseaux sociaux. Le journal "The Kansas City Star" a qualifié, dans un article, cette visite de "geste de réciprocité de la part des Algériens, qui avaient été accueillis avec tant d'amitié et d'affection par les habitants de Lawrence durant l'été dernier". Le journal a repris les propos du maire de Lawrence, Brad Finkeldei, qui conduira la délégation, lequel a déclaré: "nous sommes extrêmement reconnaissants envers nos hôtes algériens pour leur hospitalité et leur amitié, et nous apportons avec nous les sentiments de gratitude et les marques de bienveillance de la ville de Lawrence". "Il nous avait été promis que des invitations nous seraient adressées en témoignage de reconnaissance. Le fait d'avoir effectivement reçu cette invitation revêt une grande importance à nos yeux", a-t-il dit, ajoutant: "pour chacun d'entre nous, c'est le voyage de toute une vie". Le journal "Lawrence World-Journal" a précisé que la délégation compte plusieurs encadreurs de Lawrence, qui avaient fait la Une de l'actualité et dont les vidéos illustrant l'accueil chaleureux qu'ils avaient réservé aux supporters algériens ainsi que les marques de sympathie qu'ils leur avaient témoignées avaient largement circulé, outre des représentants de la société civile et de l'Université du Kansas, dont des membres de l'orchestre ayant interprété l'hymne national. De son côté, la chaîne "KCTV 5" a estimé, dans l'un de ses reportages, que "les liens d'amitié entre la ville de Lawrence et l'Algérie demeurent solides et, après avoir retenu l'attention du monde entier durant l'été dernier, connaîtront un nouvel élan à la faveur de la visite d'amitié que la délégation américaine effectuera en Algérie". M. Christopher Johnson, doyen par intérim de l'Ecole de musique de l'Université du Kansas, a, lui aussi, exprimé sa gratitude aux autorités algériennes pour cet hommage qui lui a été rendu, ainsi qu'à ses étudiants, qui ont appris l'hymne national algérien et l'ont interprété avec fierté en l'honneur de l'équipe nationale algérienne, lors de sa première séance d'entraînement.

Lancement national hier à Alger de l'initiative "Alertes précoces pour tous"

Alger abrite, à partir de dimanche, le lancement national de l'initiative "Alertes précoces pour tous", qui vise à renforcer les capacités nationales en matière d'alerte précoce multirisques et les capacités de préparation et de réaction face aux catastrophes et aux urgences, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Cet événement s'étalant sur deux jours, avec la participation de représentants des secteurs ministériels, instances nationales et organismes techniques concernés, vise à "renforcer les capacités nationales en matière d'alerte précoce multirisques, à travers le développement des mécanismes d'évaluation, de détection et de prévision des risques, l'amélioration de la transmission des informations et des alertes aux citoyens et le renforcement des capacités de préparation et de réaction face aux catastrophes et aux urgences". Il s'agit également d'un espace permettant de "coordonner les efforts entre les différents secteurs, acteurs nationaux et partenaires internationaux pour construire un système national intégré d'alerte précoce, à même de contribuer à sauver des vies et à protéger les biens". Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux visant à "assurer un accès universel aux services d'alerte précoce" et à "renforcer la culture de prévention et d'anticipation face aux catastrophes". Cet événement enregistre la participation de plusieurs instances et organisations internationales, à l'instar du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et de l'Union internationale de télécommunications (UIT).

INDUSTRIE AUTOMOBILE:

Evaluation du projet de Hyundai

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, reçoit, samedi au siège du ministère, une délégation de la société « Hyundai Motor Manufacturing Algeria ».

En présence de représentants d'entreprises coréennes de sous-traitance opérant dans le domaine de la fabrication de pièces détachées et de composants automobiles, ainsi que de cadres du ministère, cette rencontre est consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet d'investissement de la société « Hyundai Motor Manufacturing Algeria » en Algérie en vue du lancement effectif de la fabrication, indique un communiqué du ministère de l'Industrie. La rencontre permet également d'examiner les moyens de développer les partenariats industriels avec les fournisseurs et les entreprises coréennes de sous-traitance, tout en élargissant les opportunités de coopération avec les opérateurs locaux, notamment les entreprises algériennes de sous-traitance, afin de renforcer la production locale des composants automobiles et d'augmenter le taux d'intégration locale. La même source précise que le secteur de l'industrie continuera d'accompagner ce projet et de lui apporter le soutien nécessaire à la satisfaction de ses exigences, à travers le renforcement de la coordination avec les différentes parties concernées, en vue d'accélérer son entrée en production.



SDEM DE MOSTAGANEM:

Le PDG de Sonatrach inspecte le projet

Le projet de station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Sidi Laadjel, dans la wilaya de Mostaganem, fait l'objet, samedi, d'une visite d'inspection du PDG de Sonatrach, Noureddine Daoudi. Le PDG de Sonatrach s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de cette station située dans la commune de Khadra. Selon le directeur général adjoint de l'Algérienne des Eaux de Mer (ADEM), chargé de la communication, Mouloud Hachelaf, le chantier enregistre une avancée notable depuis le lancement, il y a une quinzaine de jours, de la première opération de coulage du béton.

Une capacité de production journalière de 300.000 m³

Les travaux ont progressivement atteint leur pleine cadence, grâce à la mise en place d'un système de travail continu organisé en trois équipes se relayant sur des cycles de huit heures. En période de pointe, le projet devrait mobiliser près de 1.250 travailleurs. Sa phase d'exploitation nécessitera, quant à elle, le recrutement de plus de 100 travailleurs. Il devrait également contribuer à dynamiser le tissu local de la sous-traitance, sachant que les plans d'exécution prévoient un taux d'intégration nationale d'au moins 30%, a précisé le même responsable. Une fois mise en service dans son intégralité, prévue en 2029, cette infrastructure stratégique permettra d'assurer l'approvisionnement en eau dessalée de trois millions d'habitants dans plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, grâce à une capacité de production journalière de 300.000 m³.



UN NOUVEAU REGLEMENT EN FIXE LES REGLES ET CONDITIONS :

La BA ouvre la voie aux opérations bancaires sur l'or

Dans le sillage de la nouvelle loi monétaire et bancaire, les banques et établissements financiers locaux pourront, désormais, réaliser des opérations portant directement sur l'or, à la faveur d'un nouveau règlement de la Banque d'Algérie (BA) publié au dernier numéro du Journal officiel.

Le nouveau texte, signé du gouverneur Mohand Bourai, précise ainsi qu'outre les opérations réalisées avec la Banque centrale elle-même, les banques et les établissements financiers de la place peuvent effectuer avec des personnes physiques ou morales (sociétés ou particuliers), les opérations d'achat et de vente d'or au comptant et à terme, de dépôt et conservation d'or, d'ouverture de comptes-or ainsi que de gage, nantissement, financements et prêts garantis ou adossés à l'or.

De son côté, la BA, est-il précisé, peut également effectuer, «localement», avec les banques et les établissements financiers des opérations d'achat et de vente d'or au comptant ou à terme, et ce en plus de ses opérations sur or réalisées sur les marché international. De même, est-il indiqué, elle peut également «acquérir de l'or auprès d'agences ou d'organismes officiels dûment habilités, notamment ceux dont l'activité habituelle consiste en la transformation et la commercialisation des métaux précieux».

En ce sens, le nouveau règlement fixe des définitions claires des opérations en question et de leur objet qui est l'or, désigné ainsi comme étant un «métal précieux sous forme brute, dorée, affinée, fondue, coulée, granulée, en lingots, pièces de monnaie, bijoux ou sous toute autre forme au sens de la législation et de la réglementation en vigueur».

L'or éligible à ces opérations de banque, est-il par ailleurs précisé, est celui satisfaisant «aux conditions de qualité, de pureté, de provenance et de traçabilité fixées par la réglementation», le compte bancaire-or étant, au demeurant, celui exprimé en une quantité de ce métal, pouvant être «soit alloué, lorsque le titulaire détient un droit de propriété sur de l'or physique sous forme de grammes, d'onces ou de parts, spécifiquement identifiés, soit non alloué, lorsque le titulaire détient une créance générale sur une réserve collective détenue par une banque ou un établissement financier».

Quant aux financements garantis ou adossés à l'or, le texte les définis comme étant toutes des opérations de crédits garanties «par un dépôt, un gage ou un nantissement d'or».

Et pour bien encadrer l'exercice de cette activité, la BA a prévu un dispositif prudentiel et de contrôle interne rigoureux, les banques et établissements financiers étant en ce sens tenus, notamment, de respecter, en permanence, «une position nette sur l'or n'excédant pas 10% de leurs fonds propres réglementaires», tandis que les financements garantis ou adossés à l'or doivent être «soumis aux dispositions réglementaires en vigueur régissant les exigences de fonds propres, les règles de division des risques, les grands risques, le classement et le provisionnement des créances».

En outre, il est exigé des banques, dans le cadre de cette même activité, de «souscrire un contrat d'assurance approprié», d'observer les règles et normes fixées par les organismes nationaux officiels pour ce qui est de l'évaluation et de la valorisation de l'or provenant du marché local et, enfin, de mettre en place un dispositif de contrôle interne des opérations sur or pour garantir leur conformité aux exigences liées à la lutte contre le blanchiment.

Ce dispositif, est-il au demeurant spécifié, «doit, également, prévoir des procédures permettant de vérifier la qualité et la pureté de l'or, d'en établir la provenance et d'en assurer la traçabilité…».

A souligner que ces nouvelles dispositions sont de nature à ouvrir la voie à un meilleur encadrement du marché local de l'or et de canaliser, au moins en partie, cette activité vers les circuits officiels.

PORT DE DJEN DJEN:

Exportation de 50 000 tonnes de fer réduit vers l'Allemagne

Une importante quantité de fer à réduction directe à froid (C-DRI – Cold Direct Reduced Iron), estimée à 50 000 tonnes, a été expédiée vers l'Allemagne depuis le port de Djen Djen, a indiqué ce dernier ce vendredi dans un communiqué. L'opération qui a été entamée le 2 novembre dernier a été effectuée à bord du navire BULK PRUDENCE, au profit de la société MED International Holding SPA vers le port de Hansaport à Hambourg, en Allemagne, a précisé la même source. L'expédition « s'est distinguée par un rythme de chargement exceptionnel, atteignant 18 975 tonnes en moins de 24 heures seulement, le 5 novembre », s'est félicitée l'entreprise portuaire. Cette performance, a t-elle souligné reflète « la disponibilité opérationnelle du port, l'efficacité de la coordination entre les différents intervenants, ainsi que la compétence des ressources humaines et les moyens logistiques mobilisés pour réussir des opérations de grande envergure ». Pour l'entreprise cet « accomplissement confirme une nouvelle fois la capacité du port de Djen Djen à gérer des opérations d'exportation de grande taille, selon des exigences de rapidité et d'efficacité, et à renforcer sa position comme porte stratégique des exportations algériennes vers les marchés internationaux ».

ENERGIE :

Le plan de production à l'horizon 2035 et les installations de Sonelgaz au centre d'une réunion sectorielle

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mercredi à Alger, une réunion restreinte consacrée à l'examen et à la discussion de plusieurs dossiers liés à l'activité du secteur, notamment le plan de production 2027-2035, ainsi que la situation des installations relevant du groupe Sonelgaz et l'état d'avancement des programmes et projets prévus dans ce domaine, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue au siège du ministère, a permis de passer en revue les différents aspects liés au plan de production et de faire le point sur la situation des installations énergétiques relevant du groupe Sonelgaz, ainsi que d'évaluer l'état d'avancement des projets et des opérations en cours et d'examiner les moyens, à même de garantir la disponibilité des installations et d'améliorer leurs performances, de manière à répondre aux exigences du système énergétique national et à accompagner l'évolution de la demande en énergie, précise le communiqué. Dans ce contexte, le ministre a donné une série d'orientations et d'instructions visant à renforcer le suivi sur le terrain des différents dossiers et à accélérer la cadence d'achèvement des projets en cours de réalisation, tout en insistant sur la nécessité de respecter les délais fixés et d'assurer une coordination permanente entre les différentes structures et institutions concernées, afin d'améliorer le rendement des installations et de renforcer la fiabilité du service public. Au terme de la réunion, M. Adjal a souligné l'importance d'un suivi rigoureux et périodique des différents programmes prévus, affirmant que la priorité consiste à garantir la disponibilité des installations énergétiques, à renforcer les capacités de production et à réunir les conditions nécessaires pour assurer la continuité de l'approvisionnement en énergie, ajoute la même source.

LOCALES DU 28 NOVEMBRE :

Plus de 600 sites d'affichage et 132 espaces destinés aux rassemblements populaires réservés à Oran

Plus de 600 sites d'affichage électoral et 132 espaces destinés à accueillir les rassemblements populaires et les activités de proximité des candidats ont été réservés à travers les différentes communes de la wilaya d'Oran, dans le cadre de la campagne électorale pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), prévue le 28 novembre, a indiqué, samedi, le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).



La même source a précisé que la délégation de wilaya de l'ANIE a réservé, dans le cadre de la campagne électorale qui se poursuit jusqu'au 24 novembre courant, 603 sites destinés à l'affichage électoral et 132 salles et structures relevant des secteurs de la jeunesse et des sports, ainsi que de la culture et des arts, pour accueillir les meetings populaires et les activités de proximité organisés par les candidats. Ces sites d'affichage et espaces destinés aux rassemblements sont répartis sur les 26 communes de la wilaya, permettant ainsi aux candidats de présenter aux citoyens les principaux axes de leurs programmes électoraux. Concernant la révision exceptionnelle des listes électorales, qui s'est déroulée du 6 au 17 septembre dernier, un total de 1.065.479 électeurs et électrices a été recensé, parmi lesquels figurent 17. nouveaux inscrits, a fait savoir la même source. A noter que, pour ces élections, 126 listes électorales sont en lice pour les Assemblées populaires communales (APC) et 8 listes pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Toutes les listes se présentent sous la bannière de partis politiques, a souligné la même source.

LOCALES DU 28 NOVEMBRE:

La presse du Sud met en exergue les visions des formations politiques pour la consolidation du développement local



Les journaux paraissant dimanche dans les wilayas du Sud du pays ont poursuivi leur couverture du déroulement de la campagne électorale pour les élections locales du 28 novembre courant, en mettant en lumière les principales déclarations et positions des dirigeants des différentes formations politiques, notamment celles ayant trait au renforcement du développement local. Dans ce cadre, le quotidien "El Wahat", édité à Ouargla, a consacré ses colonnes aux principaux axes mis en avant par les dirigeants de plusieurs partis lors de leurs meetings populaires, lesquels ont essentiellement porté sur l'appel à choisir des candidats compétents, à même de répondre aux aspirations des citoyens et de renforcer les opportunités d'investissement, contribuant ainsi au développement des régions frontalières, ainsi que sur la nécessité pour les prochaines assemblées locales élues d'assumer pleinement leur rôle dans l'impulsion de la dynamique du développement local. De son côté, le journal "El Tassili", paraissant à Djanet, a repris les déclarations et positions de plusieurs acteurs politiques et universitaires sur l'importance de cette échéance électorale, invitant au renforcement des prérogatives des assemblées locales et à la modernisation de leurs modes de gestion à travers la numérisation et la lutte contre la bureaucratie, tout en soulignant la nécessité de présenter des programmes de développement réalistes et réalisables et de s'engager en faveur d'une compétition électorale loyale. Le même quotidien a également évoqué l'importance de soutenir la création d'entreprises génératrices de richesse, de promouvoir le développement local et de prendre en charge les préoccupations des citoyens, ainsi que de l'autonomisation des jeunes et de les impliquer à la prise de décision. Pour leur part, les journaux paraissant dans la wilaya d'El Oued ont consacré plusieurs articles à l'ambiance animant la campagne électorale en son troisième jour. Dans un article publié en Une, sous le titre "La presse nationale suit les activités des partis et des candidats au troisième jour de la campagne électorale des locales du 28 novembre.. La course aux locales s'intensifie sur le terrain et dans l'espace numérique, avec pour enjeu de gagner la confiance des électeurs", le quotidien "Kaïd-News" s'est intéressé à la couverture médiatique du déroulement de la campagne électorale, ainsi qu'aux activités des partis politiques et des candidats, marquées par diverses meetings à travers les différentes wilayas. Le quotidien "El Jadid" a, quant à lui, évoqué les appels des dirigeants des formations partisanes à consacrer une compétition fondée sur les programmes et la compétence des candidats, tandis que "Ettahrir El-Djazaïria" a mis l'accent sur la place accordée, lors des meetings populaires, au renforcement des opportunités d'investissement dans les régions frontalières, pour un développement durable.

TISSEMSILT:

Plus de 850 inscrits au programme "Sanâa 2"

Plus de 850 personnes se sont inscrites au programme "Sanâa 2" dans la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP). La chargée de la communication de cette direction, Fatima Hedjila a indiqué que les formations prévues dans le cadre du programme "Sanâa 2" ont débuté, la semaine dernière, au sein des établissements du secteur de la wilaya. Elles portent sur six (6) spécialités: installation sanitaire (plomberie), froid et climatisation, peinture, soudure, électricité bâtiment et plâtrerie. Mme Hedjila a également précisé que les inscriptions demeurent ouvertes pour deux autres spécialités, à savoir la fabrication de pâtisseries orientales et occidentales ainsi que l'esthétique (maquillage), relevant que les candidates inscrites seront informées ultérieurement des établissements chargés d'assurer leur formation. La même responsable a souligné que le programme "Sanâa 2" est ouvert à toute personne âgée de 15 ans et plus, sans limite d'âge maximale. Il permet ainsi à différentes catégories d'âge de bénéficier des offres de formation proposées à travers dix établissements de formation répartis dans plusieurs communes de la wilaya, qui compte 22 communes. Les personnes inscrites bénéficieront également de 90 heures de formation pratique, selon une approche pédagogique axée sur la pratique sur le terrain et l'encadrement direct assuré par des spécialistes, a précisé la même source. La responsable a enfin indiqué que ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à élargir les possibilités de formation, à permettre aux différentes catégories de la société d'acquérir des compétences pratiques et à renforcer leurs capacités d'insertion dans le monde du travail ou de concrétisation de leurs propres projets professionnels.

TIARET:

Mise en valeur de l'importance d'ancrer la culture du signalement des trafiquants de drogues en milieu universitaire

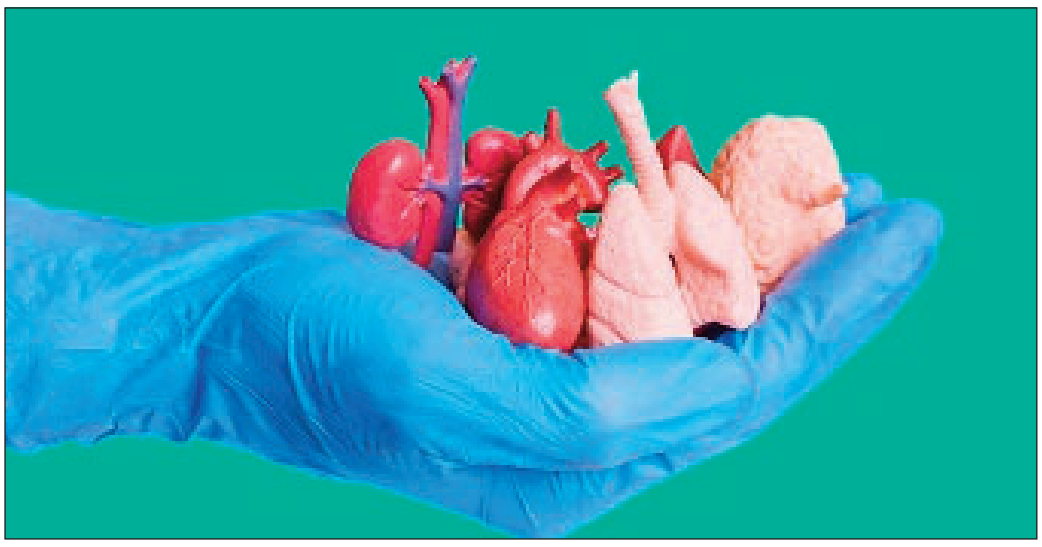


Les participants à une journée de sensibilisation et de vulgarisation, organisée mardi à l'université "Ibn-Khaldoun" de Tiaret, ont souligné l'importance d'ancrer la culture du signalement des trafiquants et des consommateurs de stupéfiants, afin de lutter contre ce fléau en milieu universitaire. Le sous-directeur des activités scientifiques, sportives et culturelles de l'université, à l'initiative de cet événement, a indiqué à l'APS, en marge de cette manifestation, qu'une coordination est actuellement en cours avec l'administration des facultés, la médecine préventive, ainsi que les résidences universitaires pour unir les efforts de lutte contre le phénomène de la consommation de drogues et de psychotropes. Cette démarche se fait à travers l'encouragement de la culture du signalement des consommateurs pour les aider à se sevrer, ainsi que le signalement des trafiquants auprès des services de sécurité compétents. La même source a souligné que la direction intensifie ses activités de sensibilisation à travers les événements sportifs, culturels et scientifiques organisés par les 17 clubs scientifiques qu'elle supervise, où des équipes étudiantes spécialisées œuvrent à sensibiliser les étudiants aux dangers de la consommation de drogues sous toutes leurs formes. De son côté, le Dr Chahinez Nezay, de l'unité de médecine préventive de l'université "Ibn-Khaldoun", a expliqué que le travail des équipes médicales se concentre sur la garantie d'une prise en charge sanitaire et psychologique confidentielle pour les étudiants consommateurs qui se présentent pour solliciter des soins. Durant cette manifestation, les représentants de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale ont fourni des explications sur les nouvelles méthodes utilisées par les trafiquants pour attirer les jeunes et les enfants vers la drogue, sur la base des révélations des enquêtes de sécurité dans ces affaires, tout en appelant l'assistance à signaler les personnes suspectées de trafic de stupéfiants. Le programme a également été marqué par la présentation d'un cours religieux sur l'importance de protéger soi-même et la société contre ce fléau, ainsi que des conférences scientifiques abordant divers sujets, parmi lesquels "Les guerres de conscience et l'occupation des esprits: la face cachée de la destruction des nations", "Les dispositions judiciaires et pénales dans la lutte contre les crimes liés aux drogues et aux psychotropes", et "L'approche psychologique et sociale pour la prévention de la toxicomanie".

TRANSPLANTATION D'ORGANES :

Le CHU de Batna se donne les moyens de ses ambitions

Le Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) Benflis Touhami de Batna entend poursuivre le développement de ses capacités dans le domaine de la transplantation d'organes.



La transplantation d'organes est une spécialité médicale de haute technicité dans laquelle la wilaya de Batna ambitionne de conforter son positionnement à l'échelle nationale.

Une discipline particulièrement exigeante

C'est dans cette perspective que le wali, Youcef Bechlaoui, s'est rendu, jeudi, dans cette infrastructure hospitalière, dans le cadre de ses visites de terrain consacrées au suivi du fonctionnement des structures publiques, notamment celles relevant du secteur de la santé. Cette visite a permis au chef de l'exécutif d'inspecter les différentes unités composant le centre et de s'enquérir de ses conditions de fonctionnement, des moyens disponibles ainsi que des efforts engagés pour développer cette discipline particulièrement exigeante. Il a également pu prendre la mesure du travail accompli par les équipes médicales et paramédicales, dont l'expérience et le savoir-faire constituent un acquis essentiel pour le renforcement des activités de transplantation au sein de l'établissement. Le déplacement du wali intervient quelques jours après l'inauguration de ce centre, le samedi 31 octobre. Érigée sur un terrain de 1.000 mètres carrés, et comprenant sept unités dédiées notamment à l'hospitalisation, à la pédiatrie, à la réanimation et à soins intensifs, au diagnostic et à l'endoscopie, ainsi qu'à la banque des tissus et des cellules et à la greffe d'organes. Sa vocation est de renforcer, dans une première étape, les activités de transplantation rénale et de chirurgie urologique, avec une couverture nationale.

Une capacité de 40 lits

À l'issue de sa visite, le wali a salué le travail accompli par les professionnels de la santé et souligné la nécessité de soutenir les compétences médicales locales, afin de favoriser l'essor de cette spécialité et d'améliorer durablement la qualité de la prise en charge des patients. Il a, dans ce sens, réaffirmé la disponibilité des autorités locales à accompagner les initiatives engagées dans ce domaine, notamment à travers le renforcement des structures sanitaires et la mobilisation des équipements et des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. Ayant mobilisé 66,9 milliards de centimes, cette infrastructure dispose d'une capacité de 40 lits. Elle ambitionne de s'imposer comme un pôle d'excellence, capitalisant sur des plateaux techniques de dernière génération pour réduire les transferts de patients vers d'autres structures et répondre à une demande sanitaire grandissante dans la région des Aurès et au-delà. L'engagement des autorités locales se traduit également par une volonté manifeste d'insuffler une dynamique pérenne aux structures de santé de la wilaya, érigeant la prise en charge sanitaire en priorité absolue du développement régional.

CANCERS PROFESSIONNELS:

Un important écart entre les cas estimés et déclarés

Un important écart sépare les cas de cancers professionnels estimés de ceux réellement déclarés. Alors que les estimations épidémiologiques situent entre 2.400 et 4.800 le nombre de cancers d'origine professionnelle enregistrés chaque année en Algérie, seuls 39 cas ont été déclarés auprès de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) en six ans.

Faible détection des maladies professionnelles

Cet écart met en évidence les insuffisances du système de détection et de déclaration des maladies professionnelles, ainsi que la nécessité de renforcer la prévention dans les milieux de travail. Organisée par l'agence d'Oran de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), une rencontre régionale a réuni, jeudi dernier, les représentants de 10 wilayas autour d'un thème majeur : «Les cancers professionnels : identification, évaluation et prévention». Le président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle à l'APN, le Dr Abdelkrim Djellat, a plaidé, dans une déclaration à la presse, pour un changement d'échelle dans l'approche préventive afin de freiner la progression des cancers en Algérie. Rappelant que le pays enregistre plus de 60.000 nouveaux cas chaque année, un indicateur alarmant, il a appelé l'ensemble des acteurs concernés à une prise de conscience collective pour analyser et juguler cette progression.

2.000 travailleurs touchés chaque année

Si l'État consacre des moyens considérables à la prise en charge médicale, l'investissement dans la prévention reste le principal levier pour réduire l'incidence de la maladie. Les cancers d'origine professionnelle constituent, à ce titre, un domaine où une intervention ciblée peut s'avérer particulièrement efficace. Bien que l'Algérie manque encore de données épidémiologiques consolidées sur le sujet, les estimations évaluent à plus de 2.000 le nombre de travailleurs touchés chaque année. Le parlementaire a affirmé qu'une grande partie de ces cas pourrait être évitée en imposant des règles strictes d'hygiène et de sécurité au sein des entreprises et en réduisant l'exposition aux facteurs environnementaux toxiques.

Une sous-déclaration

De son côté, la CNAS a mis en lumière un écart important entre les estimations scientifiques et la réalité des déclarations administratives. Seuls 39 cas de cancers professionnels ont été enregistrés auprès de la Caisse sur une période de six ans, alors que les modèles épidémiologiques prévoient plusieurs milliers de cas chaque année. Le directeur de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles à la CNAS, Dr Djamel Matari, a rappelé les standards internationaux : 4% à 8% de l'ensemble des cancers diagnostiqués sont directement liés à l'environnement professionnel. Rapporté aux 60.000 cas annuels recensés en Algérie, le nombre réel de cancers d'origine professionnelle devrait osciller entre 2.400 et 4.800 cas par an. Les 39 cas déclarés en six ans témoignent ainsi d'une sous-évaluation importante du phénomène.

Parcours de soins classique, un frein au diagnostic

Pour le Dr Matari, ce déficit s'explique principalement par le parcours de soins. Le patient consulte un médecin généraliste ou un spécialiste pour un premier diagnostic, puis est immédiatement orienté vers un oncologue pour débuter son traitement. À aucun moment de ce parcours, le lien de causalité entre l'activité professionnelle et l'apparition de la tumeur n'est véritablement exploré. Or, seul le médecin du travail dispose de la compétence légale et médicale pour établir le caractère professionnel d'une pathologie. Le responsable de la CNAS a donc insisté sur la nécessité d'instaurer une coopération étroite entre praticiens traitants, médecins du travail et organismes de Sécurité sociale afin d'assurer un suivi approprié et de déclencher les déclarations réglementaires.

La stratégie de la CNAS face aux risques professionnels

Pour le représentant de la CNAS, la reconnaissance d'une maladie professionnelle répond à un double enjeu. Il s'agit d'abord de rétablir le droit du travailleur en lui garantissant l'accès aux indemnités et à la couverture prévues par la loi. Mais il s'agit aussi, et surtout, d'éliminer les risques dans l'environnement de travail immédiat afin d'éviter l'exposition d'autres salariés aux agents cancérogènes, en particulier chimiques, sachant que les symptômes peuvent mettre jusqu'à 40 ans à se manifester après le début de l'exposition. Ainsi, dès la réception d'une déclaration, les services de la CNAS engagent une enquête de terrain selon la méthode de «l'arbre des causes». Cet audit permet d'identifier l'origine exacte du risque et d'émettre des directives contraignantes à l'intention de l'employeur pour la mise aux normes immédiate du poste de travail. En conclusion, le Dr Matari a rappelé que la législation algérienne fait porter à l'employeur la responsabilité première et finale de la santé des salariés. La CNAS entend intensifier ses actions de contrôle et de concertation pour offrir aux travailleurs une protection durable.

Des chiffres interpellent sur la prévention de l'obésité

Des chiffres interpellent sur la prévention de l'obésité et le suivi des patients lors du 5 Congrès international de la SAOMM. Avec 81 % de femmes parmi les patients suivis dans les unités spécialisées et un taux de perdus de vue dépassant 40 %, les données présentées par le Pr Amar Tebaibia soulignent les défis de la prise en charge de l'obésité en Algérie. Profils des patients suivis

La progression de l'obésité, y compris chez les plus jeunes, impose de renforcer la prévention, le dépistage précoce et l'organisation du parcours de soins. La problématique est au centre du 5e Congrès international de la Société algérienne de l'obésité et des maladies métaboliques (SAOMM), ouvert depuis jeudi à Alger et organisé sous le haut patronage du ministre de la Santé. S'exprimant à l'ouverture de cette rencontre scientifique, le président de la SAOMM, le Pr. Amar Tebaibia, a présenté plusieurs données issues des travaux réalisés au sein des unités spécialisées dans la prise en charge de l'obésité, notamment celle de l'hôpital Beni Messous et celle de l'hôpital militaire mère-enfant. Ces résultats mettent en évidence le profil des patients suivis, mais également les difficultés auxquelles se heurtent les équipes médicales dans leur accompagnement. Selon les chiffres communiqués par le spécialiste, les femmes représentent 81 % des patients consultant dans ces structures. Plus de la moitié, soit 51 %, présentent une obésité sévère, avec un indice de masse corporelle supérieur à 42 kg/m^2, selon les données exposées. Les pathologies associées sont également très présentes : 40 % des patients sont diabétiques et 49 % hypertendus. Les troubles du comportement alimentaire concernent, quant à eux, 87 % des patients, un facteur susceptible de compliquer le suivi thérapeutique et de compromettre les résultats de la prise en charge. Le Pr. Tebaibia attire également l'attention sur le taux élevé de patients qui interrompent leur suivi médical. Les perdus de vue dépassent ainsi les 40 %, une situation qui souligne la nécessité de renforcer l'accompagnement sur la durée et de mieux prendre en compte les difficultés rencontrées par les personnes vivant avec l'obésité.

L'obésité touche aussi les jeunes

La prévention chez les jeunes constitue un autre axe important des travaux présentés. Le président de la SAOMM évoque une étude consacrée à la prévalence de l'obésité et du surpoids dans les cités universitaires, auprès des étudiants âgés de 18 à 24 ans. Les résultats font ressortir une prévalence de l'obésité avoisinant 11 %, tandis que le surpoids concerne environ 38 % de cette population. La SAOMM conduit également, en collaboration avec l'Institut national de santé publique (INSP), des enquêtes nationales consacrées à cette problématique. Parmi les données issues de ces travaux figurent une prévalence de 13,4 % chez les enfants scolarisés âgés de 5 à 11 ans et de 11,3 % chez les étudiants de 18 à 24 ans. Ces résultats renforcent l'intérêt d'une intervention précoce, notamment à travers la sensibilisation aux habitudes alimentaires, la promotion de l'activité physique et le repérage des facteurs de risque dès le plus jeune âge.

5 années d'engagement scientifique

Le Pr. Tebaibia est revenu sur les réalisations de la société au cours de ses cinq années d'activité. Il a, dans ce cadre, cité l'élaboration du Guide national de prise en charge de l'obésité, la création d'une unité spécialisée répondant aux standards de l'Association européenne pour l'étude de l'obésité (EASO), ainsi que les actions de sensibilisation et de dépistage menées à travers le pays. Le lancement de la Revue algérienne de l'obésité et des maladies métaboliques (RAOMM) et le développement de la formation médicale continue figurent parmi les initiatives présentées. Autant d'actions destinées à renforcer les compétences des professionnels de santé et à améliorer les pratiques de prise en charge. Le 5e congrès accorde, par ailleurs, une place particulière aux personnes vivant avec l'obésité, associées pour la première fois aux travaux du congrès à travers des témoignages et des ateliers d'échange. Leur participation permet d'intégrer davantage l'expérience des patients dans la réflexion sur les parcours de soins et les modalités d'accompagnement.

12 experts internationaux réunis à Alger

Organisé du 5 au 7 novembre à l'hôtel Sheraton, au Club des Pins, le congrès a vu la présence d'intervenants étrangers. Une participation qui favorise le partage des connaissances et la confrontation des expériences avec leurs homologues algériens dans un domaine où les approches thérapeutiques et les stratégies de prévention évoluent rapidement. Les échanges portent sur plusieurs dimensions de la maladie, allant de la nutrition et de l'activité physique aux traitements médicaux, aux approches endoscopiques et aux techniques chirurgicales innovantes. Le diabète et les maladies métaboliques rares figurent également parmi les thématiques abordées. La diversité des sujets et des spécialités représentées permet d'examiner les différentes possibilités de prise en charge, notamment pour les formes complexes et sévères de l'obésité. Les discussions doivent également contribuer à identifier les pistes d'amélioration du parcours des patients, depuis le dépistage jusqu'au suivi à long terme. Des recommandations attendues à l'issue de cette rencontre devraient notamment alimenter la réflexion sur le renforcement de la prévention, le diagnostic précoce, l'amélioration du suivi médical et le développement d'une prise en charge multidisciplinaire.

ED DIWAN Quotidien national d'informations culturelles

ANAMS :

Session de formation aux premiers secours sportifs à Blida (Association)

L'Association nationale algérienne de médecine du sport (ANAMS), dont le siège est établi à Oran, poursuit le déploiement de son projet national "Un secouriste sportif dans chaque club", à travers une nouvelle session de formation aux premiers secours sportifs, organisée au complexe sportif Tchaker Mustapha de Blida, en coordination avec la Ligue de wilaya de Blida de football, a indiqué, dimanche, l'association.



Cette session, tenue samedi dans le cadre des efforts visant à renforcer la prévention sanitaire en milieu sportif et à promouvoir la culture des premiers secours au sein des clubs, a été encadrée par le Dr Hichem Allam, président de l'ANAMS, a ajouté la même source. Le programme de cette formation a porté sur plusieurs aspects liés à la prise en charge initiale des accidents et blessures susceptibles de survenir sur les terrains de football. Les participants ont ainsi été initiés aux techniques de réanimation cardiopulmonaire et de massage cardiaque en cas d'arrêt cardiaque, aux méthodes d'arrêt des hémorragies, aux gestes d'urgence, ainsi qu'aux principes fondamentaux de suture médicale et de traitement des plaies. Une place importante a également été accordée aux exercices pratiques, dans l'objectif de permettre aux participants d'acquérir les réflexes et les compétences nécessaires pour intervenir rapidement et correctement en cas d'urgence, en attendant l'arrivée des équipes médicales spécialisées. A travers cette initiative, l'ANAMS entend contribuer à l'amélioration de la prise en charge sanitaire dans les infrastructures sportives et au renforcement des capacités d'intervention au sein des clubs, en faisant de la prévention et de la sécurité des athlètes une priorité. Basée à Oran, l'association ambitionne de généraliser cette démarche à différentes wilayas du pays, en poursuivant la mise en œuvre de son projet "Un secouriste sportif dans chaque club", qui vise à former et à qualifier des intervenants capables d'assurer les premiers gestes de secours lors des entraînements et des compétitions. Cette démarche s'inscrit dans une vision préventive de la médecine sportive, fondée sur la formation, l'anticipation des risques et l'intervention précoce, afin de limiter les complications liées aux accidents sportifs et de renforcer la sécurité des pratiquants, a-t-on souligné.

TIARET :

Réhabilitation du centre équestre



Le centre équestre Emir-Abdelkader de Tiaret bénéficiera d'une enveloppe de 25 milliards de centimes destinée à moderniser ses installations. L'annonce a été faite par le wali, Bertima Abdelwahab, dans une déclaration à El Moudjahid, en marge de la visite du ministre de l'Agriculture. Cette somme permettra de réaliser de nouvelles carrières, de construire des écuries et d'acquérir des équipements. L'objectif est d'offrir de meilleures conditions de pratique et d'encadrement aux cavaliers. Cette modernisation intervient alors que l'intérêt pour les sports équestres connaît un essor à Tiaret. Au cours des deux dernières années, le nombre de pratiquants a fortement augmenté. Le centre compte désormais près de 300 cavaliers, toutes catégories et spécialités confondues, selon les chiffres communiqués. Un engouement qui témoigne de l'attachement des Tiaretis à la tradition équestre. Cet intérêt se reflète également dans les résultats obtenus en compétition. Le club Emir-Abdelkader figure parmi les mieux classés du pays, selon le dernier classement de la La Fédération Équestre Algérienne (FEA), établi sur la base des performances enregistrées ces dernières années. Ses cavaliers ont également pris part au championnat du monde organisé en Italie en 2019, où ils ont représenté les couleurs nationales. Rattaché au secteur de la Jeunesse et des Sports depuis 2023, le centre ne se limite pas à la compétition. Il joue aussi un rôle important dans la formation. Des débutants aux cavaliers confirmés, chacun peut y découvrir l'équitation, apprendre à maîtriser les techniques de cette discipline et progresser à son rythme. Comptant parmi les premiers établissements équestres du pays, le centre Emir-Abdelkader possède également une histoire et un patrimoine remarquables. Inscrit depuis 1995, par décret exécutif, parmi les monuments historiques et touristiques nationaux, il demeure un symbole de l'identité culturelle et sportive de Tiaret. Avec cette nouvelle enveloppe, cette institution historique pourra donner un nouveau souffle à ses activités, améliorer ses infrastructures et conforter sa place parmi les hauts lieux de l'équitation nationale. Un enjeu important pour la capitale du cheval, où la passion de l'équitation continue de se transmettre de génération en génération.

ONU :

Un nouveau programme d'assurance de 40 millions de dollars contre les catastrophes

L'ONU lance un programme d'assurance innovant pour financer l'aide humanitaire proactive, protéger les populations vulnérables et faire face aux catastrophes naturelles. L'Organisation des Nations Unies a lancé un nouveau programme d'assurance qui permet de fournir un financement supplémentaire pouvant atteindre 40 millions de dollars pour faire face aux catastrophes et protéger les communautés.

OCHA, UNICEF et PAM unis pour un financement pérenne

Ce programme vise à aider les familles et les communautés exposées aux catastrophes naturelles avant qu'elles ne se produisent, contribuant ainsi à protéger leurs habitations, leurs sources de nourriture et leurs moyens de subsistance, en particulier lorsque plusieurs catastrophes menacent simultanément et exercent une pression exceptionnelle sur les ressources disponibles. Menée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), cette initiative vise à fournir un filet de sécurité financière garantissant la poursuite de l'aide humanitaire proactive, même pendant les années connaissant des niveaux exceptionnels de catastrophes et de besoins. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires alloue des fonds pour aider la population lorsque les prévisions indiquent qu'une catastrophe est imminente. Si la demande pour ces allocations dépasse un seuil convenu, les compagnies d'assurance interviennent pour fournir des ressources supplémentaires, permettant ainsi aux travailleurs humanitaires d'atteindre un plus grand nombre de personnes touchées avant que la catastrophe ne se produise.

EN FINLANDE :

L'abattage sans autorisation de 250 000 arbres pour construire un data center de Google embarrasse le gouvernement

Sans attendre l'étude d'impact environnemental ni le plan d'aménagement du territoire, le géant américain a coupé à blanc 530 hectares de forêts sur deux sites, poussant les autorités, favorables à ces équipements, à durcir la législation. Le contraste est saisissant. Il y a un peu plus d'un mois et demi, l'heure était à la célébration. Le 9 septembre, Google avait annoncé le plus gros investissement de l'histoire de la Finlande : 13 milliards d'euros, destinés à l'agrandissement et à la construction de centres de données dans quatre communes, ainsi qu'à la rénovation de la centrale nucléaire de Loviisa, repoussant sa fermeture de vingt ans. Sous une pluie de confettis, le premier ministre conservateur, Petteri Orpo, s'était félicité des « nombreux emplois » et des « importantes recettes fiscales » qui allaient en découler. Depuis, les mêmes images sont diffusées en boucle dans les médias finlandais. On y voit des centaines d'hectares de terrains mis à nu, le sol décapé. La forêt a été coupée à blanc. Ne reste que la tourbe noire, recouverte d'une eau boueuse et balafrée par de longs fossés. Sur 530 hectares, ce paysage lunaire est devenu l'illustration des dérives d'une industrie en pleine expansion, alors même que plus de 140 projets de centres de données ont été annoncés dans le pays de 6 millions d'habitants.

Incendies de forêt en Grèce: moins de terres brûlées en 2026 (Rapport)



Les incendies de forêt en 2026 ont brûlé 35.400 hectares à travers la Grèce, une superficie inférieure à celle de l'année dernière, indique mardi un rapport des organisations environnementales. "Seuls 12 grands incendies sont responsables d'environ 80 % des 35.400 hectares brûlés", note le bilan de la WWF-Grèce, de l'Observatoire national d'Athènes et du Firewatch, l'Observatoire des incendies de forêt. Cela "met une fois de plus en lumière la difficulté persistante de gérer les incidents de grande ampleur et complexes", soulignent les organisations. En prenant en compte des incidents mineurs, qui ne sont pas enregistrés par le système, "la superficie totale brûlée en 2026 est estimée à 40.000 hectares", relève de son côté le Système européen d'information sur les incendies de forêt (EFFIS). Si les superficies brûlées sont inférieures à la moyenne des vingt dernières années, les incendies de forêt de 2026 ont entraîné d'importantes pertes humaines, soit 11 personnes au total, selon le bilan des organisations environnementales. En 2025, le WWF et l'observatoire ont indiqué que plus de 50.000 hectares avaient brûlé à l'échelle nationale, lors de l'une des cinq pires saisons des deux dernières décennies.

CYCLISME / TOUR INTERNATIONAL DU BURKINA FASO 2026 (8E ETAPE) :

Anes Riahi signe une deuxième victoire consécutive



Le cycliste algérien Anes Riahi a remporté vendredi la huitième étape de la 37e édition du Tour international du Burkina Faso, disputée entre Ouagadougou et Koupéla sur une distance de 152,64 km, signant ainsi son deuxième succès consécutif dans cette compétition. Riahi a franchi la ligne d'arrivée en première position avec un temps de 3h23min54sec, à une vitesse moyenne de 44,916 km/h, devançant le Marocain Youssef Bdadou, arrivé en deuxième position, et le Burkinabè Paul Daumont, qui a complété le podium. Il s'agit de la deuxième victoire d'étape consécutive pour Anes Riahi, après son succès obtenu jeudi lors de la septième étape entre Ouagadougou et Pô (143,76 km). Cette nouvelle performance porte à cinq le nombre de victoires d'étape de la sélection algérienne depuis le début de cette 37e édition, après les trois succès de Yacine Hamza.

La neuvième étape, prévue samedi 7 novembre, reliera Tenkodogo à Ziniaré sur une distance de 167,53 km. La sélection nationale est composée de Laâgab Azzedine, Hamza Yacine, Ammari Hamza, Mimouni Abdellah Oussama, Assal Mohamed Nadjib et Riahi Anes. Elle est encadrée par l'entraîneur Abdelbasset Hannachi, assisté du mécanicien Fouad Hamza. Pour rappel, cette édition du Tour du Burkina Faso, dont la distance totale est de 2.387,97 km, dont 1.399,97 km de course répartis sur dix étapes, enregistre la participation de 12 équipes internationales.

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE POWERLIFTING :

L'Algérie décroche 17 médailles d'or en Afrique du Sud

La sélection algérienne de powerlifting et de développé couché s'est brillamment illustrée en remportant 17 médailles d'or lors du Championnat d'Afrique organisé du 1er au 6 novembre en Afrique du Sud, auquel ont participé 17 athlètes (messieurs et dames) dans les catégories cadets, juniors et seniors. Quatorze (14) médailles d'or ont été décrochées en powerlifting et 3 médailles d'or en développé couché. En powerlifting, le trio Ayoub Arouch (53 kg), Ahmed Sami Naamaoui (83 kg) et Oussama Chaabane (93 kg) a décroché l'or chez les cadets, alors qu'Anes Abdelmadjid Benyahia (105 kg) et Ayoub Smaali (-120 kg) ont été sacrés chez les juniors garçons. Dans la catégorie des seniors (messieurs), Slimane Benmeddah (83 kg), Mohamed Sahad (-120 kg), Ilyas Bentakha (105 kg), Aymen Ibrahim El Khalil Nouari (93 kg), Abdessalam Lekhal (+120 kg) et Yacine Moudjahid (74 kg) ont décroché l'or. Tinhinane Dernouni (47 kg), Safia Kouri (63 kg) et Khadidja Belhadj (-76 kg) se sont illustrées chez les seniors dames. En développé couché, les médailles d'or sont revenues aux athlètes Mabrouk Barakat (66 kg), Abderrahim Bekbir (Seniors, 93 kg) et Ilyas Boughalem (+120 kg). Au classement général par équipes, l'Algérie a décroché la 1ère place chez les seniors messieurs (en powerlifting et développé couché) ainsi que chez les cadets garçons (en powerlifting). Elle s'est également classée à la 2ème place chez les seniors dames et les juniors messieurs en powerlifting.

LIGUE 1 MOBILIS - 9E JOURNEE:

L'OA - JSK (0-0), pas de vainqueur dans le derby kabyle

L'Olympique Akbou et la JS Kabylie ont fait match nul (0-0), ce samedi au stade de l'Unité maghrébine (Béjaïa), à l'occasion de la première rencontre de la 9e journée du championnat national de Ligue 1 Mobilis.



Sur le papier, ce derby de la Kabylie s'annonçait très intéressant et avait de quoi susciter l'intérêt de tous les passionnés de football, notamment en raison des résultats positifs enregistrés dernièrement par les deux protagonistes. Toutefois, la production sur le terrain des 22 acteurs a été d'un niveau moyen et ce score de parité nul et vierge est somme toute logique. À la suite de ce résultat, la JSK glane un bon point hors de ses bases et devient, provisoirement, coleader avec le CR Belouizdad (17 pts). De leur côté, les Olympiens portent leur total à 12 points et confortent leur 7e position.

TOUR INTERNATIONAL DU BURKINA FASO 2026 :

Hamza Amari triomphe à Ziniaré



Hamza Amari a signé, ce samedi, la 6e victoire algérienne au Tour international du Burkina Faso 2026 après avoir remporté la 9e et avant-dernière étape disputée entre Tenkodogo et Ziniaré (167,53 km). Après Yacine Hamza et Anes Riahi, c'est au tour de Hamza Amari d'inscrire son nom au registre des vainqueurs d'étape dans cette 37e édition du Tour du Faso. Bien inspiré par les succès de ses compatriotes et coéquipiers dans l'équipe continentale algérienne « Madar Pro Cycling Team », Amari a choisi l'étape la plus longue pour s'illustrer et participer à son tour aux bonnes performances des cyclistes algériens. Outre Amari, l'autre Algérien, Mohamed Nadjib Assal, a eu lui aussi son mot à dire dans cette course en terminant à la deuxième position, alors que le Malien Tiemoko Diamoutene a complété le podium. Il convient de rappeler qu'à une étape de l'épilogue de cette compétition, l'Algérie a déjà remporté cinq autres victoires d'étapes grâce à Yacine Hamza, victorieux lors de la 2e, de la 3e et de la 6e étape, alors qu'Anes Riahi a brillé lors de la 7e et de la 8e étape. Pas de changement, en revanche, dans le classement général. Le maillot jaune de leader reste la propriété du Burkinabè Paul Daumont. Dimanche, le Tour du Faso 2026 rendra son verdict à l'issue de la 10e et dernière étape. Une ultime confrontation prévue entre les villes de Dapélogo et de Ouagadougou (54,37 km) et incluant un circuit fermé sur le boulevard Thomas-Sankara sur lequel les coureurs auront à parcourir 4 tours de 14,25 km chacun.

BASKET-BALL:

Le NB Staoueli fixé sur son programme Bal Africa 2026

Pour prendre part à la phase Elite 16 du Bal Africa de basket-ball, le NB Staoueli est à pied d'œuvre à Abidjan. En prévision du 2e tour de la compétition africaine la plus prestigieuse en basket-ball, le NB Staoueli est fixé sur son calendrier. Le représentant algérien va effectuer son entrée en lice, ce lundi à 13h30 heure algérienne face à Al Ittihad de Tripoli.

Du renfort pour le NB Staoueli

Mardi, les coéquipiers de Bensalah donneront la réplique à la même heure à l'Espoir Basket-ball du Gabon. Les équipes participantes auront une journée de repos le 11 novembre. Les Algériens devront reprendre l'épreuve le mercredi 12 novembre avec le dernier match de sa poule face à Nabaya Sofas de la Guinée à 16h. A l'issue de la première phase, les formations classées à la 1e et à la 2e position de chaque poule passeront en demi-finales qui se dérouleront le 14 novembre. La finale devra se tenir le lendemain. Les deux finalises valideront leur billet pour la phase finale. Consciente que



le niveau va être plus élevé par rapport au tour précédent, la direction du NB Staoueli, à sa tête Hamza Fortas, a pris la décision de renforcer son effectif. Deux nouvelles recrues vont enfiler le maillot bleu. Il s'agit de Kurt-Curry Wegscheider de l'Afrique du Sud et Corey Akmal Manigault des Etats Unis d'Amérique. Un renfort qualitatif qui va donner plus de cartes pour le coach Sid Ali Gherib. A ce dernier, les joueurs en question donneront des solutions certaines. Après l'expérience réussie lors du tour précédent avec le recrutement de trois nouveaux joueurs, à savoir Mohamed Harrat, Mehdi Zaim et l'Américain Saddiq Alarbesh, le NBS se présentera à la 2e phase du Bal avec un effectif assez étoffé en vue d'atteindre la finale. Ce qui devrait être un exploit historique jamais réalisé par un club algérien.

HANDBALL / CAN-2026 (DAMES) - PREPARATION :

21 joueuses locales convoquées pour un stage à Fouka

La sélection algérienne féminine de handball sera en stage préparatoire du 7 au 9 novembre au Centre de regroupement des élites nationales à Fouka (Tipasa), avec un effectif composé de 21 joueuses évoluant dans le championnat national, en prévision de la 27e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), prévue du 2 au 12 décembre en Tunisie, a indiqué vendredi la Fédération algérienne de handball (FAHB). Cette liste est composée de joueuses issues de huit clubs nationaux. Le HBC El Biar est le club le plus représenté avec sept joueuses, suivi du MC Alger, du NRKG Alger et du TS Sétif avec trois éléments chacun. Le NRF Constantine, le CF Boumerdès et le HBC Mila sont également représentés dans cette sélection. Lors de la phase finale de la CAN-2026, les Algériennes évolueront dans le groupe B, aux côtés du Sénégal, de la Guinée et de La Réunion. Les rencontres de cette compétition continentale se dérouleront dans les villes tunisiennes de Hammamet et de Nabeul. L'objectif des joueuses algériennes sera de décrocher une qualification pour les quarts de finale et de figurer parmi les cinq meilleures équipes du tournoi, synonyme de qualification directe pour le Championnat du monde féminin 2027.

Liste des joueuses convoquées :

Imen Deradj (MC Alger), Amira Miloudi (MC Alger), Chahinez Chaouch (MC Alger), Leila Arouj (HBC El Biar), Lina Yelles (HBC El Biar), Malak Djeïder (HBC El Biar), Meriem Gountal (HBC El Biar), Melissa Chebli (HBC El Biar), Roqia Djerii (HBC El Biar), Chaïma Megrani (HBC El Biar), Dounia Laâzizi (CF Boumerdès), Meriem Zidani (NRF Constantine), Chourouk Boukheloua (NRF Constantine), Meriem Boukebane (HBC Mila), Amel Sahli (CS Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou), Oumniya Salah (NRKG Alger), Soulaf Othmani (NRKG Alger), Narimane Othmani (NRKG Alger), Amira Ben Aouda (TS Sétif), Bouchra Tadj (TS Sétif), Hanane Mekdoud (TS Sétif).

BOXE/JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE 2026 (7E JOURNEE) :

Syrine Kessal qualifiée aux quarts de finale

La boxeuse algérienne Syrine Kessal (51 kg) s'est qualifiée samedi pour les quarts de finale du tournoi de boxe des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, en battant l'Australienne Maya Laird (5-0). En quarts de finale, prévus lundi, l'Algérienne sera opposée à la Bhoutanaise Sangay Peldon, exemptée du premier tour. Cette journée du tournoi verra également l'entrée en lice de Besma Bahri (57 kg), qui affrontera la représentante de Taipei chinois, Yang Shan Li, dans la catégorie des moins de 57 kg. Chez les garçons, Belal Lezoul croisera les gants avec le Japonais Kinshit Samono dans la catégorie des moins de 65 kg, avec l'objectif de décrocher son billet pour les quarts de finale. La sélection algérienne est représentée par cinq pugilistes lors de ce tournoi : Syrine Kessal (51 kg), Besma Bahri (57 kg), Belal Lezoul (65 kg), Bensalah Bouthaina (48 kg) et Meriem Sari (60 kg). L'Algérie prend part aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, qui se déroulent du 31 octobre au 13 novembre, avec une délégation de 41 athlètes (20 garçons et 21 filles), encadrée par un staff de 72 membres.

EQUIPE NATIONALE:

Hemdani : «La pression fait partie du football»

La liste des 26 joueurs retenus pour la double confrontation face au Togo, les 14 et 17 novembre, apporte son lot de nouveautés et de surprises. Pour ce nouveau rendez-vous des éliminatoires de la CAN 2027, le sélectionneur national, Brahim Hemdani, a décidé de renouveler partiellement son groupe, avec notamment deux premières convocations et plusieurs retours attendus.



Une sélection qui traduit aussi la volonté du technicien de redistribuer certaines cartes, à quelques mois des prochaines échéances. La principale nouveauté concerne l'attaque, avec l'arrivée d'Abderrahmane Rebbach. L'ailier du Deportivo Alavés découvre ainsi l'équipe nationale et aura l'occasion de convaincre le staff durant ce rassemblement. En défense, Mohamed Azzi, qui évolue au CSKA Moscou, figure également pour la première fois dans la liste. Deux nouveaux visages auxquels s'ajoutent trois retours importants. Le gardien de but Oussama Benbot retrouve les Verts, tout comme Rafik Belghali, désormais libéré de sa suspension. Nabil Bentaleb est lui aussi de retour, après avoir soigné sa blessure. En revanche, sept joueurs quittent le groupe. Kylian Belazzoug, Saâdi Redouani, Rayan Aït-Nouri, Samir Chergui, Adam Zorgane, Adel Aouchiche et Ilan Kebbal ne figurent pas dans les choix du sélectionneur pour cette fenêtre internationale. L'absence de Luca Zidane se prolonge également. Hemdani a expliqué que ses décisions concernant les gardiens reposaient notamment sur le temps de jeu et le nombre de participations de chacun avec son club. Un choix technique qui confirme que la concurrence reste ouverte à ce poste. Au-delà de ses choix, le sélectionneur a également été interrogé sur la pression qui accompagne sa fonction. Loin de chercher à s'en dérober, Hemdani considère qu'elle est inhérente à la responsabilité de diriger la sélection nationale. Il affirme y être habitué, aussi bien durant sa carrière de joueur que dans son parcours d'entraîneur. Pour lui, les attentes du public et l'obligation de résultats font partie intégrante de l'environnement du football algérien. Il appelle ainsi ses joueurs à rester concentrés et à afficher une préparation optimale, afin de répondre aux exigences du maillot national. Le technicien sait, toutefois, que ses premiers résultats n'ont pas totalement convaincu. Lors du précédent rassemblement, en septembre, les Verts avaient battu la Zambie (3-1), avant de concéder un nul face au Burundi (2-2). Ils avaient ensuite remporté leur rencontre amicale contre le Niger (2-1). Un bilan de deux victoires et un match nul qui n'avait pas empêché certaines critiques de la part des supporters. La double confrontation contre le Togo constituera donc un nouveau test pour Hemdani et ses hommes, avec l'objectif de consolider leur position dans la course à la qualification. Les deux rencontres auront lieu en l'espace de trois jours. L'Algérie recevra d'abord le Togo le samedi 14 novembre au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou, à partir de 20h, avant de se déplacer à Lomé pour le match retour, programmé le mardi 17 novembre au stade de Kégué, à 17h, heure algérienne. Deux rendez-vous importants pour confirmer les ambitions des Verts et permettre au sélectionneur de donner davantage de consistance à son projet.

ALLEMAGNE :

Chaïbi débloque son compteur d'assists !

L'international algérien Farès Chaïbi a apporté sa touche décisive dans une rencontre riche en rebondissements ce samedi en championnat, confirmant sa montée en puissance à l'approche du prochain rassemblement des Verts. Farès Chaïbi a débloqué son compteur de passes décisives en Bundesliga cette saison. Titulaire avec l'Eintracht Francfort, ce samedi, sur la pelouse de Paderborn 07, le milieu de terrain algérien s'est illustré dès la première période en étant à l'origine de l'ouverture du score de son équipe. À la 23e minute de jeu, le joueur des Verts a parfaitement servi son coéquipier Jonathan Burkardt, qui n'a pas manqué l'occasion de concrétiser cette offrande. Une première contribution décisive pour Chaïbi dans le championnat allemand, après six premières apparitions sans parvenir à faire trembler les filets ni à délivrer la moindre passe décisive. La rencontre s'est toutefois terminée sur un score de parité (2-2), les locaux ayant réussi à revenir dans la partie, notamment grâce à une égalisation signée Obermaier dans les dernières minutes de la première période, ainsi qu'un penalty transformé par Pieringer lors de la seconde partie de la rencontre. Au-delà de cette passe décisive, Chaïbi a livré une prestation particulièrement intéressante sur le plan offensif. Très actif dans l'animation du jeu, il a notamment tenté trois frappes, dont une cadrée, et adressé sept centres, parmi lesquels quatre ont trouvé preneur. Il a également obtenu cinq corners. Cette nouvelle offrande porte à deux le nombre de contributions décisives du Fennec toutes compétitions confondues cette saison. En Coupe d'Allemagne, il avait déjà inscrit un but contre Saint-Tönis, le 21 août, avant de délivrer une passe décisive face à Hambourg, le 27 octobre. De quoi aborder avec davantage de confiance le prochain rassemblement de la sélection algérienne, auquel il est convoqué pour les deux confrontations face au Togo, dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2027.

NORVEGE :

Amin Chiakha ne s'arrête plus !

En pleine réussite sous les couleurs de Rosenborg, Amin Chiakha continue d'affoler les compteurs en Norvège. L'attaquant algérien confirme son excellente dynamique à quelques jours de retrouver les Fennecs pour le rassemblement de novembre. Amin Chiakha ne s'arrête plus.

Ce samedi, à Trondheim, l'attaquant algérien a de nouveau trouvé le chemin des filets avec Rosenborg, cette fois sur penalty, face à IK Start, pour le compte de la 26e journée d'Eliteserien. Un nouveau but qui confirme sa place de patron de l'attaque du club norvégien. Avant ce match, le joueur de 20 ans, prêté par le FC Copenhague, comptait déjà 17 buts et 4 passes décisives en 24 rencontres de championnat, dont quatre réalisations sur penalty. Avec cette nouvelle transformation, il porte son total à 18 buts en Eliteserien, une saison remarquable qui lui assure la tête du classement des buteurs avec une avance confortable sur ses poursuivants. Rosenborg, quatrième avant cette rencontre, peut remercier son attaquant, auteur de 15 de ses 17 buts lors de ses 13 dernières apparitions. Cette régularité lui a valu une nouvelle récompense en sélection. Brahim Hemdani l'a en effet convoqué pour le stage de novembre, avec la double confrontation face au Togo les 14 et 17 novembre, dans les éliminatoires de la CAN 2027. Une deuxième convocation consécutive pour Chiakha, qui n'avait pas trouvé la réussite avec les Fennecs lors du précédent rassemblement et qui aura à cœur de se rattraper.

EQUIPE NATIONALE :

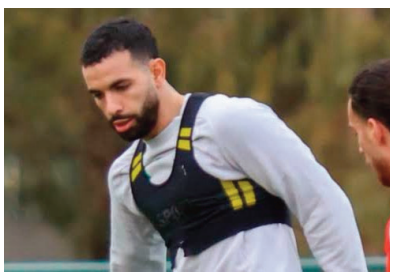
Belloumi, un sérieux doute pour le stage des Verts



La mauvaise nouvelle est tombée au mauvais moment pour Mohamed Bachir Belloumi. L'ailier de Hull City a manqué, hier, à la dernière minute, le déplacement de son équipe à l'Emirates Stadium pour le choc face à Arsenal, pour le compte de la 10e journée de la Premier League. Une absence qui pourrait avoir des conséquences sur sa participation au prochain rassemblement de la sélection nationale prévu à partir de lundi. En effet, le joueur souffrirait d'une blessure musculaire qui risque de le priver de la double confrontation face au Togo, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2027. Une éventualité qui constituerait un coup dur pour le sélectionneur Ibrahim Hemdani, lequel avait beaucoup misé sur le jeune ailier, après ses dernières prestations convaincantes avec les Verts. La situation reste toutefois à suivre, en attendant une communication officielle de son club sur la nature exacte de sa blessure et la durée de son indisponibilité. Selon le site spécialisé PremierInjuries, qui s'appuie sur une source proche de Hull City, Belloumi souffrirait d'un problème musculaire. La même source aurait expliqué que le staff avait préféré ne pas prendre de risque en l'écartant du groupe convoqué face à Arsenal. «Le joueur souffre d'un problème musculaire et nous avons décidé de l'écarter de la liste, car une aggravation de sa blessure pourrait nous mettre dans une situation très compliquée», aurait-elle indiqué. Elle a également précisé que la décision avait été prise d'un commun accord avec le joueur. Plus inquiétant encore, cette source affirme que Belloumi devrait rejoindre le rassemblement de sa sélection, mais sans pouvoir prendre part aux deux rencontres face au Togo. L'objectif serait de lui permettre de suivre un programme de soins durant les trois prochaines semaines, afin qu'il puisse retrouver la compétition face à Brighton, le 22 novembre. Ces informations restent néanmoins à confirmer par les canaux officiels du club anglais. Cette éventuelle indisponibilité tombe particulièrement mal pour le sélectionneur national. Belloumi avait marqué des points lors du précédent rassemblement, à l'occasion des rencontres face à la Zambie, au Burundi et au Niger. Ses prestations lui avaient permis de convaincre une partie importante des supporters algériens qui voyaient en lui un sérieux prétendant à une place de titulaire, notamment sur le côté droit de l'attaque. Hemdani comptait d'ailleurs sur ses qualités techniques et sa capacité à faire la différence pour les deux rendez-vous contre le Togo, les 14 et 17 novembre, respectivement en Algérie et à Lomé. Le sélectionneur envisageait de l'utiliser sur le flanc droit, voire dans un rôle plus offensif au milieu de terrain. Si son forfait venait à être confirmé, le sélectionneur devra revoir ses plans. Cette absence serait également un coup d'arrêt pour le joueur de 24 ans qui a déjà été freiné par plusieurs pépins physiques au cours des deux dernières saisons. Toutefois, Hemdani dispose de solutions pour pallier son éventuelle défection. Anis Hadj Moussa, pensionnaire de Feyenoord, et Farès Ghedjemis, qui évolue à Frosinone, figurent également dans ses choix pour animer le couloir droit. Reste désormais à connaître l'évolution de l'état physique de Belloumi et savoir s'il pourra finalement prendre part au stage, même sans être en mesure de jouer.

ANGLETERRE :

Un ancien de City vole au secours de Rayan Aït-Nouri



Entre promesses et absence de temps de jeu, le cas Rayan Aït-Nouri fait débat à Manchester City. Des propos attribués à Michael Brown mettent directement en cause la gestion du latéral algérien par Enzo Maresca. La situation de Rayan Aït-Nouri à Manchester City continue d'interroger. Toujours privé de temps de jeu en Premier League, le latéral algérien se retrouve au cœur de critiques visant les choix d'Enzo Maresca. Dans des propos qui lui sont attribués, Michael Brown pointe notamment le décalage entre le discours de l'entraîneur et les opportunités accordées au joueur. « Je n'ai pas les mots, Maresca parlait d'une bonne relation mais ce n'est pas ce qu'on voit sur le terrain, il l'a empêché de signer à Manchester United en disant qu'il comptait sur lui. » Brown reproche ainsi au technicien italien d'avoir retenu l'international algérien sans lui offrir ensuite une place dans sa rotation. Hier, samedi 31 octobre, Aït-Nouri ne figurait pas dans le groupe lors de la défaite contre Brighton (0-1). Il avait pourtant disputé la seconde période face à ce même adversaire en Coupe de la Ligue, mercredi. Son bilan cette saison se limite à 167 minutes en quatre apparitions toutes compétitions confondues, dont aucune minute en Premier League. Cette situation alimente les discussions autour d'un départ hivernal. D'après TEAMtalk, Manchester United et Everton suivent son dossier, tandis que des échanges concerneraient également des clubs italiens, espagnols et allemands. City serait ouvert à un prêt assorti de conditions pouvant déboucher sur un transfert définitif. Aucun accord n'est toutefois annoncé.

Le MAE palestinien interpelle la communauté internationale sur la catastrophe humanitaire et environnementale à Ghaza

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a appelé la communauté internationale, l'ONU et ses agences spécialisées, ainsi que les organisations humanitaires et de secours internationales, à intervenir immédiatement pour sauver les habitants de la bande de Ghaza et faire face à la catastrophe humanitaire et environnementale qui s'aggrave avec l'arrivée de l'hiver.



Dans un communiqué, le ministère palestinien a affirmé que les pluies tombées au cours des dernières heures ont mis en évidence l'ampleur de la catastrophe à laquelle sont confrontés les Palestiniens déplacés de force à Ghaza où les agressions sionistes se poursuivent depuis le 7 octobre 2023, malgré un cessez-le-feu conclu le 10 octobre 2025. Selon les premières estimations, ces intempéries ont provoqué l'inondation de plus de 70.000 tentes abritant des dizaines de milliers de Palestiniens, ainsi que l'effondrement de murs et de bâtiments fragilisés par l'agression et les bombardements de l'entité sioniste, faisant également des blessés. Le ministère palestinien a indiqué qu'environ deux millions de Palestiniens vivent dans des conditions humanitaires extrêmement difficiles, répartis dans près de 270.000 tentes et sites d'hébergement à travers les différentes provinces de la bande de Ghaza. Les estimations font également état de 60 à 85 % de tentes devenues vétustes et impropres à l'habitation, après trois années de génocide et de déplacements forcés continus. Le ministère palestinien des Affaires étrangères a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 2720 et 2803, et de prendre des mesures concrètes pour faire face aux crimes de l'occupation sioniste. Il a également appelé à exercer une pression immédiate sur l'entité sioniste afin d'obtenir l'ouverture de tous les points de passage et de garantir l'acheminement sans restriction de l'aide humanitaire, ainsi que l'entrée urgente de carburant et des équipements nécessaires au fonctionnement des pompes à eau et des réseaux d'assainissement, à l'évacuation des eaux pluviales et usées accumulées et à la mise en œuvre d'interventions d'urgence pour protéger les camps et les sites de déplacement contre les inondations.

CISJORDANIE:

L'entité sioniste renforce les contrôles militaires au nord d'El Qods et à l'est de Ramallah



Les forces d'occupation sionistes ont renforcé dimanche leurs mesures de contrôle militaires au nord de d'El Qods occupée et à l'est de Ramallah, multipliant les entraves à la circulation des Palestiniens et restreignant davantage leur liberté de déplacement. Selon des sources locales, citées par l'agence de presse palestinienne Wafa, les forces sionistes ont immobilisé les véhicules au point de contrôle militaire de Jaba, au nord d'El Qods occupée, afin de contrôler les pièces d'identité des passagers. Elles ont également installé un nouveau point de contrôle à l'entrée de la localité de Yabroud, à l'est de Ramallah. Ces mesures ont provoqué d'importantes perturbations de la circulation, tout en imposant aux habitants des contrôles supplémentaires et des délais d'attente. Ces restrictions s'inscrivent dans un dispositif de contrôle militaire qui entrave la liberté de circulation des Palestiniens en Cisjordanie occupée, précise Wafa. La multiplication des points de contrôle et le renforcement des contrôles contraignent les habitants à subir de longues attentes et à emprunter des itinéraires de détour, compliquant ainsi leur accès aux lieux de travail, aux établissements scolaires et aux structures de santé. Ces entraves répétées perturbent la vie quotidienne et limitent la liberté de circulation des Palestiniens, conclut l'agence.

PALESTINE OCCUPEE:

L'entité sioniste ferme totalement la mosquée d'Ibrahim à El Khalil aux fidèles

L'entité sioniste a décidé de fermer totalement la mosquée d'Ibrahim, située dans la ville d'El Khalil, aux fidèles et aux visiteurs, de la fin de la prière du vendredi jusqu'à la nuit de samedi, a annoncé le ministère palestinien des Waqfs et des Affaires religieuses. Dans un communiqué relayé par l'agence de presse palestinienne Wafa, le ministère palestinien a indiqué que cette fermeture est "justifiée" par les fêtes juives et vise à faciliter les incursions des colons, affirmant que l'interdiction d'accès imposée aux fidèles et au personnel de son département, ainsi que l'interdiction de lancer l'appel à la prière durant cette période, constituent une atteinte à la liberté de culte. Il a également affirmé que ces mesures portent atteinte au caractère sacré de la mosquée d'Ibrahim, considérée comme un bien religieux islamique relevant exclusivement du Waqf, et constituent une tentative d'imposer un partage temporel et spatial du lieu de culte. Le ministère palestinien a ajouté que ces violations répétées, conjuguées aux sévères restrictions imposées aux abords de la Vieille Ville, s'inscrivent dans une politique de "judaïsation" des lieux saints. Il a enfin appelé les institutions internationales et les organisations de défense des droits humains à intervenir d'urgence et à exercer des pressions sur l'entité sioniste afin de mettre un terme à ces mesures et d'assurer la protection des lieux saints islamiques.

EL-QODS OCCUPEE:

Près de 70.000 fidèles ont accompli la prière du vendredi à la mosquée Al-Aqsa

Près de 70 000 Palestiniens ont accompli vendredi la prière hebdomadaire à la mosquée Al-Aqsa, à El-Qods occupée, malgré les restrictions imposées par les forces de l'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse Wafa. Selon le Département des Waqfs islamiques de la ville d'El-Qods occupée, près de 70.000 fidèles palestiniens ont afflué vers la mosquée dès les premières heures de la matinée, tandis que les forces sionistes ont renforcé les mesures de sécurité aux abords du lieu saint, avec un déploiement accru aux portes de la mosquée et dans la vieille ville. Selon les autorités religieuses palestiniennes, les forces d'occupation continuent depuis trois ans de limiter l'accès à la mosquée Al-Aqsa pour de nombreux Palestiniens.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA:

Le bilan s'alourdit à 74.640 martyrs et 175.947 blessés

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 74.640 martyrs et 175.947 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes. Les corps de 10 martyrs ainsi que 22 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 48 heures, a indiqué la même source. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre 2025, au moins 1.610 Palestiniens sont tombés en martyrs et 5.819 autres ont été blessés, tandis que les corps de 849 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires.

ONU :

Un nouveau programme d'assurance de 40 millions de dollars contre les catastrophes

L'ONU lance un programme d'assurance innovant pour financer l'aide humanitaire proactive, protéger les populations vulnérables et faire face aux catastrophes naturelles. L'Organisation des Nations Unies a lancé un nouveau programme d'assurance qui permet de fournir un financement supplémentaire pouvant atteindre 40 millions de dollars pour faire face aux catastrophes et protéger les communautés.

OCHA, UNICEF et PAM unis pour un financement pérenne

Ce programme vise à aider les familles et les communautés exposées aux catastrophes naturelles avant qu'elles ne se produisent, contribuant ainsi à protéger leurs habitations, leurs sources de nourriture et leurs moyens de subsistance, en particulier lorsque plusieurs catastrophes menacent simultanément et exercent une pression exceptionnelle sur les ressources disponibles. Menée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), cette initiative vise à fournir un filet de sécurité financière garantissant la poursuite de l'aide humanitaire proactive, même pendant les années connaissant des niveaux exceptionnels de catastrophes et de besoins. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires alloue des fonds pour aider la population lorsque les prévisions indiquent qu'une catastrophe est imminente. Si la demande pour ces allocations dépasse un seuil convenu, les compagnies d'assurance interviennent pour fournir des ressources supplémentaires, permettant ainsi aux travailleurs humanitaires d'atteindre un plus grand nombre de personnes touchées avant que la catastrophe ne se produise.

ED DIWAN Quotidien national d'informations culturelles

L'EXÉCUTIF EST PRIS EN ÉTAU ENTRE LA RUE ET LE PARLEMENT :

La France s'enfonce dans le marasme

Alors que les principales centrales syndicales ont prévenu qu'elles rendraient leurs arbitrages dès lundi soir (…), les syndicats d'enseignants et d'étudiants ont appelé déjà à accentuer la pression, en fixant une nouvelle journée de grève dans l'éducation, dès le mardi 10 novembre.



La France n'en finit plus de s'enfoncer dans le marasme. Confrontée à une série de manifestations tous azimuts alimentées par l'explosion de la vie chère et la dégradation accélérée des services publics, la France traverse une tempête d'une rare intensité. À cette colère populaire à la base s'ajoute une crise politique aiguë dans les sphères du pouvoir, marquée par des blocages systématiques et paralysants au sein du Parlement pour l'adoption du budget 2027. Hier encore, pour le quatrième weekend consécutif, à l'appel des «Gilets jaunes» et plusieurs syndicats, la pression n'est pas retombée, même si la mobilisation était moindre que celle de jeudi. Selon les comptes-rendus de la presse française et les dépêches de l'agence AFP, les manifestants sont redescendus dans la rue «contre la vie chère et pour la jeunesse». De Paris à la province, les cortèges ont défilé sous un important dispositif sécuritaire, les autorités voulant «à tout prix éviter que se reproduisent les scènes d'émeutes et de pillages du 17 octobre». À la mi-journée, l'entourage du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez recensait quelque 7.000 personnes engagées dans 68 actions hors de la capitale, qualifiant cette participation de mobilisation en «net recul». des contestations, le cortège officiel s'est élancé dans le calme vers 15 heures, depuis la place de la République vers la place de la Nation. La préfecture de police a dénombré 46.000 participants à Paris. En marge de cette marche encadrée par l'intersyndicale, le mouvement des gilets jaunes a tenté de faire cavalier seul. Un rassemblement non autorisé s'est tenu place de la Concorde, à proximité immédiate des lieux de pouvoir et de l'Assemblée nationale. Une centaine de manifestants y ont été promptement encerclés par les forces de l'ordre, menant à l'interpellation de l'un des chefs de file du mouvement. Cette nouvelle journée d'action qui intervient après une grande journée de grèves jeudi, constitue une ultime démonstration de force avant l'échéance fixée par le gouvernement. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a en effet convoqué pour demain lundi une «conférence sociale» réunissant le patronat, les syndicats ainsi que les organisations lycéennes et étudiantes. Dans un courrier adressé aux partenaires sociaux, le chef du gouvernement a affirmé «entendre les attentes exprimées sur les salaires et le pouvoir d'achat», promettant d'y apporter des «réponses concrètes». Toutefois, du côté des représentations des travailleurs, la prudence reste de mise et la fermeté prévaut. Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT, a prévenu que l'ampleur des récentes grèves «doit inciter le gouvernement à comprendre qu'il ne peut pas attendre la présidentiel», réclamant notamment une revalorisation substantielle de 100 euros net mensuel du salaire minimum (Smic). Les principales centrales syndicales ont déjà prévenu qu'elles rendraient leurs arbitrages dès lundi soir, prévenant que la réponse gouvernementale décidera de la poursuite ou de l'arrêt des grèves. De leur côté, les syndicats d'enseignants et d'étudiants appellent déjà à accentuer la pression en fixant une nouvelle journée de grève dans l'éducation dès le mardi 10 novembre. Sur le plan strictement politique, cette crise sociale amorcée dès la rentrée de septembre par la contestation lycéenne s'inscrit dans un calendrier électoral inflammable, avec cette présidentielle de 2027, qui marquera la fin de 10 ans de mandat pour Emmanuel Macron. Face à une Assemblée fragmentée et incapable de voter le budget, le gouvernement joue sa survie et sa capacité à gouverner lors des négociations à venir.

GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE, LYCÉENS, ÉTUDIANTS, GILETS JAUNES…

La France face à l'embrasement social

Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 575 000 personnes ont défilé dans toute la France, dont 65 000 dans la capitale. La Confédération générale du travail (CGT) a revendiqué, pour sa part, une participation massive de 1,6 million de manifestants, dont 350 000 à Paris. Alors que la France s'enfonce dans une crise sociale d'une intensité rare, le pays retient son souffle et semble basculer dans une période d'incertitude aux contours de plus en plus sombres. À seulement quelques mois de l'élection présidentielle, l'atmosphère politique et sociale est devenue particulièrement délétère, marquée par la défiance de la population et l'impasse institutionnelle. Dans ce contexte politique explosif, la colère populaire continue de paralyser le pays, nourrie par une perte progressive du pouvoir d'achat, des inquiétudes grandissantes sur les rémunérations et un sentiment d'abandon face à la dégradation planifiée des services publics. Avant-hier, jeudi, la grève interprofessionnelle, observée à l'appel de plusieurs syndicats organisée, est venue confirmer la profondeur du malaise national. Dès la veille au soir, le secteur ferroviaire donnait le ton d'une mobilisation d'ampleur sous l'impulsion des quatre grands syndicats de la SNCF, provoquant de vives perturbations sur l'ensemble du réseau avec la suppression d'un train à grande vitesse sur dix et de nombreux retards sur les lignes régionales, ont rapporté plusieurs médias locaux. Le mouvement s'est rapidement étendu à l'éducation nationale, où le ministère a comptabilisé 17,54 % de grévistes dans le secteur public, tandis que le syndicat Snes-FSU faisait état de 52 % de grévistes dans les collèges et lycées. La jeunesse s'est fortement investie dans la contestation : près d'un millier de lycées ont été bloqués ou fermés et trois quarts des établissements universitaires perturbés, selon les syndicats, alors que les autorités parlaient de moins de cent lycées concernés par la grève. Dans la rue, les cortèges ont rassemblé des foules impressionnantes à travers les grandes métropoles, à l'image de Marseille, Lyon, Strasbourg ou Rennes. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 575.000 personnes ont défilé dans toute la France, dont 65.000 dans la capitale, marquant une hausse par rapport aux précédentes journées de grève d'octobre.

PARLEMENT PANAFRICAIN :

Lancement du « Centre africain de recherche et d'études législatives » prévu en décembre prochain

Le président du Parlement panafricain, Fateh Boutbig, a annoncé mercredi que l'institution continentale prévoit de lancer le « Centre africain de recherche et d'études législatives », sous l'égide du Parlement panafricain, à l'occasion de la deuxième session parlementaire, prévue en décembre prochain. Intervenant lors d'une conférence intitulée « De la conscience africaine à la renaissance continentale : le rôle de la culture et de la diplomatie parlementaire dans la réalisation de la vision de l'Afrique à l'horizon 2063 », organisée en marge du Salon international du livre d'Alger (SILA), M. Boutbig a indiqué que ce centre ambitionne de devenir « un pôle intellectuel et scientifique continental, ainsi qu'un espace réunissant la recherche académique et l'action parlementaire ». Il contribuera notamment à la production d'études stratégiques, au développement de la pensée législative, à la valorisation du patrimoine intellectuel et civilisationnel africain et au renforcement des passerelles de coopération entre parlementaires, universités, chercheurs et intellectuels, a-t-il précisé. « Notre ambition est de faire du Parlement panafricain, au-delà de ses missions institutionnelles et représentatives, une tribune de production de la pensée et du savoir, ainsi qu'un laboratoire d'idées et d'initiatives contribuant à anticiper l'avenir du continent et à traduire les aspirations de l'Agenda 2063 en politiques, législations et projets concrets », a-t-il ajouté.

SAHARA OCCIDENTAL:

ISACOM appelle à établir un mécanisme international indépendant et efficace

ISACOM appelle à établir un mécanisme international indépendant et efficace pour surveiller la situation des droits humains dans la partie occupée du Sahara occidental. Suite au blocage survenu le 30 octobre dernier au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU et qui a conduit au non-renouvellement de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), l'Instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM) appelle à une action internationale urgente pour combler ce vide. ISACOM préconise d'établir un mécanisme international indépendant et efficace doté de pouvoirs clairs pour suivre l'évolution de la situation des droits humains dans le territoire non-autonome, documenter et enquêter sur les violations commises par l'occupation marocaine et établir des rapports périodiques à ce sujet, a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS citant un communiqué de cet organe.

Suivi de la situation des prisonniers politiques sahraouis

ISACOM explique que le mandat de ce mécanisme international indépendant devrait inclure le suivi de la situation des prisonniers politiques sahraouis, de leurs conditions de détention et des garanties de procès équitables, jusqu'à leur libération, ainsi que la révélation du sort des personnes disparues de force. Cet organe devrait, selon l'organe, également protéger les défenseurs des droits humains, les témoins et les victimes contre le harcèlement et les représailles. Il exige le respect du droit international et du droit international humanitaire, ainsi que la mise en cause des auteurs de violations commises contre les civils sahraouis. L'Organe sahraoui appelle les Nations unies à assumer leurs responsabilités juridiques concernant la question du Sahara occidental et à œuvrer, sans délai, à la recherche d'une solution pacifique, juste et crédible permettant au peuple sahraoui d'exercer librement et sans contrainte son droit à l'autodétermination.

L'ouverture du territoire aux observateurs internationaux

L'ISACOM affirme que ce droit est inhérent, inaliénable et imprescriptible et qu'il ne saurait faire l'objet de négociations politiques ni être remplacé par des solutions imposées qui ne reposent pas sur la libre volonté du peuple sahraoui. Il souligne, en outre, la nécessité pour les Nations unies de superviser et de garantir l'ouverture du territoire aux observateurs internationaux, aux journalistes et aux organisations de défense des droits humains, leur permettant d'accéder aux zones occupées sans restriction et de rencontrer les victimes et leurs familles, mettant ainsi fin à l'isolement et au black-out médiatique imposés au territoire. ISACOM a également appelé à «la fin du pillage et de l'exploitation des ressources naturelles sahraouies sans le consentement du peuple sahraoui et au respect de son droit d'en disposer». L'organe réaffirme son engagement à poursuivre la surveillance et la documentation des violations, à défendre les droits des victimes et à coopérer avec les organisations internationales de défense des droits humains et tous les organismes soucieux de la défense de la dignité humaine et des libertés fondamentales. Le rapport souligne que «toute modification de la nature de la présence des Nations unies au Sahara occidental ne doit pas priver les civils sahraouis de protection ou de suivi international, ni servir de prétexte pour se soustraire à la responsabilité internationale en matière de décolonisation.

CAMBRIOLAGES DES MUSEES LALIQUE ET DE MONTANS :

Quatre personnes mises en examen

Après une vague de cambriolages dans les musées français, le musée Lalique a lancé une cagnotte pour financer des travaux de sécurité non couverts par les assurances.

Quatre personnes ont été mises en examen dans l'enquête sur les cambriolages du musée Lalique (Bas-Rhin) et du centre archéologique de Montans (Tarn), a annoncé vendredi 6 novembre la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Nancy. Deux ont été placées en détention provisoire et deux, sous contrôle judiciaire. Le 5 juillet, à l'aube, trois individus cagoulés avaient dérobé 27 bijoux, d'une valeur de 4,5 millions d'euros, au musée Lalique de Wingen-sur-Moder. En quelques minutes, ils avaient fracturé une issue de secours et une porte coupe-feu, puis brisé six vitrines. Les enquêteurs ont établi un « rapprochement » avec le vol de 37 monnaies gallo-romaines en or, estimées à 120 000 euros, commis le 1er juillet à Montans. Les deux affaires ont été regroupées à Nancy. Après quatre mois d'investigations menées par la section de recherches de Strasbourg et l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels, une opération mobilisant 90 gendarmes et policiers a permis d'interpeller six suspects. Quatre d'entre eux, âgés de 23 à 51 ans et originaires de plusieurs régions françaises, ont été présentés au juge d'instruction. La JIRS n'a pas précisé si les butins avaient été retrouvés et indique qu'« aucune autre information ne sera communiquée à ce stade » pour préserver l'enquête.



Une réouverture sans bijoux le 28 novembre

Le musée Lalique rouvrira le 28 novembre, après plusieurs mois de travaux de réparation et de sécurisation. Il avait lancé en août une cagnotte pour financer les aménagements supplémentaires non couverts par les assurances. L'établissement, consacré au joaillier-verrier René Lalique (1860-1945) et à ses successeurs, ne présentera toutefois pas de bijoux à sa réouverture. Sa directrice, Véronique Brumm Schaich, invoque les recommandations du ministère de la culture, qui a préconisé en juillet le retrait temporaire de certains objets des vitrines après une série de cambriolages dans les musées français. Ouvert en 2011 à proximité de l'usine Lalique, installée en Alsace depuis 1921, le musée expose plus de 650 œuvres, des bijoux Art nouveau au cristal contemporain en passant par le verre Art déco.

LEE CHANG-DONG, CINEASTE SUD-COREEN :

« Les gens vivent avec un sentiment de vide. C'est pour ça qu'il y a une colère qui s'exprime »



A l'occasion de l'arrivée sur Netflix de son nouveau film, « Possible Love », Lee Chang-dong revient sur les raisons qui l'ont amené à réaliser ce long-métrage, couronné du Grand Prix du jury à la 83e Mostra de Venise, en septembre. Huit ans après Burning, chef-d'œuvre délicat sur une société inégalitaire en pleine quête existentielle, le cinéaste sud-coréen Lee Chang-dong ajoute, à 72 ans, une nouvelle œuvre majeure à sa filmographie avec Possible Love. Le long-métrage, Grand Prix du jury à la 83e Mostra de Venise, en septembre, est disponible à compter du vendredi 6 novembre sur Netflix. Il met en scène une documentariste d'un milieu aisé déterminée à réaliser un film sur des ouvriers licenciés dont la grève a été sévèrement réprimée par l'Etat, laissant certains travailleurs profondément traumatisés. Rencontré à Lyon, en marge du Festival Lumière, Lee Chang-dong revient sur la genèse du projet.

Vous travailliez déjà sur le scénario de « Possible Love » avant même la sortie de « Burning ». Qu'est-ce qui vous a poussé à mener à bien ce projet ?

Il y a une quinzaine d'années, une grande entreprise sud-coréenne avait licencié pratiquement 40 % de ses effectifs, soit plus de 2 000 personnes. Ces travailleurs se sont mis en grève pendant 70 jours. S'en est suivie une répression très violente qui a provoqué une onde de choc dans tout le pays. J'ai voulu, à l'époque, faire un film sur ce moment décisif où l'on se rend compte que les droits des travailleurs et leurs vies ne valent pas grand-chose face au profit et à la loi du marché. On sentait vraiment chez eux une forme de désespoir. D'autant plus qu'ils se rendaient compte que la population n'était pas vraiment de leur côté. Une trentaine de personnes se sont donné la mort ou sont mortes victimes du stress.

ANTONIN BAUDRY, REALISATEUR :

« Pour faire des films, j'ai sauté dans le vide »

« Je ne serais pas arrivé là si… » Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Le réalisateur de « La Bataille de Gaulle » revient sur son choix d'abandonner sa carrière de diplomate. A 51 ans, Antonin Baudry a totalisé plus de 6 millions d'entrées pour son diptyque La Bataille de Gaulle, qui vient de sortir aux Etats-Unis. Diplômé de Polytechnique et de l'Ecole normale supérieure, il est l'ancienne plume de Dominique de Villepin au ministère des affaires étrangères au moment de la crise irakienne, où il participe à la rédaction du discours prononcé devant le Conseil de sécurité des Nations unies en 2003. De cette expérience, il tirera en 2010 une BD à succès, Quai d'Orsay. Il a ensuite poursuivi une carrière de diplomate, avant de se lancer en 2015 dans le cinéma.

Je ne serais pas arrivé là si…

Si je n'avais pas décidé de quitter le Quai d'Orsay pour faire des films. Depuis l'enfance, j'ai envie de raconter des histoires, avec des mots, des images, des sons… Après avoir été en poste, comme diplomate, à Madrid et à New York, j'ai été nommé en 2015 président de l'Institut français. Mais j'étais de plus en plus tiraillé entre ces belles missions et mon rêve d'enfant. J'ai senti que si je n'essayais pas de faire des films maintenant, je n'en ferais jamais. Il fallait être brave. J'ai sauté dans le vide. Par en parler à ma femme, Bérénice Vila, et mes enfants ; cette décision les impliquait. Je passais d'un style de vie stable à instable.

Bérénice m'a dit qu'elle savait depuis toujours que je prendrais cette voie et qu'elle me soutiendrait, quoi qu'il arrive. Je n'avais pas de plan, seulement une idée vague : tourner une comédie médiévale avec Jamel Debbouze.

Pour leur bicentenaire, la France et le Mexique tentent de déminer les sujets de friction

Après des tensions liées à la question des restitutions d'objets archéologiques ou à l'appropriation culturelle, les deux pays célèbrent l'anniversaire de leurs relations diplomatiques avec une volonté d'apaisement. Depuis septembre, le prestigieux Musée d'anthropologie de Mexico accueille un invité d'exception : le Codex Azcatitlan, prêté par la Bibliothèque nationale de France (BNF). Ce document mésoaméricain, écrit entre le XVIe et le XVIIe siècle, retrace le périple du peuple Mexica, de ses origines mythiques à la fondation de leur nouvelle capitale, Tenochtitlan, sur le site de Mexico, jusqu'aux premiers jours de la colonisation espagnole. Sous la lumière tamisée, seules deux pages d'une fraîcheur éclatante s'offrent au regard, relayées au mur par des reproductions d'autres feuillets. En guide passionné et pédagogue, Baltazar Brito, l'intarissable directeur de la Bibliothèque nationale d'anthropologie et d'histoire, en décrypte chaque détail, chaque pictogramme. A l'entrée de l'exposition (gratuite) organisée jusqu'à fin décembre, deux policiers armés veillent, rappelant la valeur inestimable du manuscrit. L'enjeu est immense. Temps fort du bicentenaire des relations diplomatiques franco-mexicaines, l'accrochage consacre l'entente retrouvée entre les deux nations. Et tente, au passage, de déminer l'épineux débat sur la restitution du document, réclamé par le Mexique.

Le cinéaste chilien Sebastian Lelio, oscarisé pour « Une femme fantastique », est mort à 52 ans

Né en Argentine mais élevé au Chili, Sebastian Lelio s'est fait connaître sur la scène internationale avec son film « Gloria », dont l'actrice principale, Paulina Garcia, a remporté l'Ours d'argent de la meilleure actrice à la Berlinale, en 2013. Le cinéaste chilien Sebastian Lelio, qui a remporté l'Oscar du meilleur film étranger en 2017 pour Une femme fantastique, est mort vendredi 6 novembre au Chili à l'âge de 52 ans, a annoncé sa famille. « C'est avec une grande tristesse que nous annonçons le décès, pour des raisons de santé, du cinéaste Sebastian Lelio », a affirmé sa compagne, Amalia Kassai, dans un communiqué publié sur Instagram. Né en Argentine mais élevé au Chili, Sebastian Lelio s'est fait connaître sur la scène internationale avec son film Gloria, dont l'actrice principale, Paulina Garcia, a remporté l'Ours d'argent de la meilleure actrice à la Berlinale, en 2013. Le réalisateur a ensuite connu la consécration avec l'Oscar décerné à Une femme fantastique. Porté par l'actrice Daniela Vega, le film raconte l'histoire d'une femme transgenre confrontée à la discrimination après la mort de sa compagne. Dans un entretien à l'Agence France-Presse en 2022, le réalisateur avait souligné le rôle joué par ce film dans le débat sur les droits des personnes transgenres au Chili. « C'est un récit, devenu politique, qui se traduit en fait. Nous avons besoin de créer des histoires toujours meilleures, qui peuvent faire avancer nos sociétés », avait-il déclaré.

« Un regard singulier »

« Sebastian fut avant tout un conteur d'histoires (…) l'Oscar pour Une femme fantastique a récompensé un regard singulier, courageux et sensible, que le monde entier a su apprécier. Il a mis au premier plan des femmes que le cinéma avait bien souvent reléguées à la marge », a réagi Fabula, la société de production du film. Le réalisateur a confirmé sa place sur la scène internationale avec des longs-métrages comme Désobéissance (2017), avec Rachel Weisz et Rachel McAdams, Gloria Bell (2018), avec Julianne Moore, et Le Prodige (2022), avec Florence Pugh. « C'était une belle personne qui a contribué à la culture chilienne à des moments importants de son histoire. En tant que famille, nous demandons le respect de notre vie privée », a expliqué la famille dans son communiqué. « Nous traversons une période de grande douleur et son souvenir restera à jamais parmi nous », a-t-elle ajouté. Sebastian Lelio travaillait sur un projet d'adaptation cinématographique du roman Poète chilien, de l'écrivain Alejandro Zambra (Christian Bourgois, 2023).

SILA 2026:

Plus de 6,2 millions de visiteurs enregistrés

La 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), dont les activités ont pris fin samedi à Alger, a enregistré une "affluence record" de "plus de 6,2 millions de visiteurs jusqu'au vendredi 6 novembre", a révélé samedi le commissaire du Salon, M. Mohamed Iguerb.



Lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la cérémonie de clôture de cette édition, en présence de la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, du représentant de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, M. Ali Al-Othman, ainsi que de nombreuses personnalités du monde de la culture, M. Iguerb a précisé que cette édition avait "enregistré un chiffre record en termes d'affluence, avec 6.270.427 visiteurs jusqu'au vendredi 6 novembre à 20h00. Un record de 886.546 visiteurs a été enregistré le même jour". Le commissaire du Salon a indiqué que la 29e édition, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et sous la supervision de la ministre de la Culture et des Arts, s'est distinguée par une participation "sans précédent" dans l'histoire du Salon. "Un total de 1.567 maisons d'édition représentant 51 pays ont pris part à cette manifestation, réparties sur une superficie globale estimée à 45.500 m2. Le nombre d'activités culturelles a avoisiné les 1.000 conférences et soirées poétiques", a-t-il précisé. Cette édition a également été marquée, selon M. Iguerb, par "la présentation de près de 300.000 titres couvrant différents domaines du savoir, ainsi que par la participation de 220 écrivains et conférenciers d'Algérie, du monde arabe, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique". Il a estimé que "la participation du Royaume d'Arabie saoudite en qualité d'invité d'honneur, à travers un programme culturel et une présence remarquables, a fait de cette manifestation un rendez-vous culturel renouvelé dédié à la célébration du livre, du savoir, de la pensée et de la créativité". Le commissaire du Salon a ajouté que ces chiffres "reflètent la place qu'occupe désormais le SILA aux niveaux national, arabe, africain et international".

Réappropriation patrimoniale et émancipation numérique



«L'Afrique… pour une nouvelle conscience culturelle» est l'intitulé d'une rencontre organisée, avant-hier au Sila, au niveau de l'espace «Esprit Panaf», et qui a réuni réunissant les universitaires et experts Attié Djouid Djar-Alnabi, Amadou Oumarou et Mostafa Ibrahim. Les échanges ont porté sur les enjeux de la construction d'une conscience culturelle africaine, la valorisation des identités du continent, le rôle de la jeunesse et les défis face aux mutations technologiques. L'universitaire tchadien, Attié Djouid Djar-Alnabi, doyen de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines et président de l'Association Amitié Tchad-Algérie pour la promotion de la culture, de la science, du développement et de la coopération, a plaidé pour une nouvelle approche de l'identité africaine, fondée sur la reconnaissance de sa diversité et la réappropriation de son héritage culturel. «L'Afrique représente un espace humain et commun qui s'est formé à travers des millénaires d'identités croisées, parfois en confrontation, parfois en coexistence. Elle est semblable à un prisme de couleurs, de langues et de cultures», a-t-il souligné, rappelant que notre continent est le berceau de l'humanité. Pour lui, la construction d'une nouvelle conscience culturelle doit avant tout s'adresser à la jeunesse, appelée à prendre part aux transformations sociales et comportementales du continent. Il a insisté sur la nécessité de dépasser les discours pour aller vers des engagements concrets et une responsabilité collective, tout en soutenant qu' «une révolution appelle à relier les luttes du passé aux défis du présent». Il a aussi précisé que cette nouvelle conscience doit s'articuler autour de plusieurs priorités, notamment «l'affranchissement de la dépendance extérieure, la valorisation des ressources locales, la promotion de la diversité ethnique et tribale et la réappropriation des identités linguistiques et culturelles». Dans le même ordre d'idées, il a appelé à dépasser les logiques de confrontation pour promouvoir une culture du vivre-ensemble, fondée sur l'acceptation de la différence. «La diversité ethnique et culturelle en Afrique ne doit pas être un fardeau historique ni une source d'isolement, mais plutôt une énergie globale et un immense levier civilisationnel», a-t-il affirmé, estimant qu'elle peut constituer un socle pour le développement durable à condition d'être accompagnée de politiques justes et inclusives. Intervenant dans le prolongement de cette réflexion, Amadou Oumarou, analyste et conseiller politique nigérien, a placé la jeunesse au cœur de la souveraineté africaine. Il a notamment insisté sur la nécessité pour les nouvelles générations de renouer avec leur histoire et de prendre conscience des sacrifices consentis pour l'indépendance des pays africains. Évoquant particulièrement l'expérience algérienne, il a rappelé que «les enfants de l'Algérie d'aujourd'hui sont les fruits du courage des moudjahidine qui ont porté les armes pour la révolution et l'indépendance». Pour le conférencier, l'éveil de la jeunesse « doit s'accompagner d'une volonté de défendre la souveraineté politique, intellectuelle, technologique et culturelle du continent». Il a dénoncé aussi les mécanismes d'influence extérieure qui, selon lui, ont longtemps contribué à marginaliser les jeunes talents africains et à dévaloriser les cultures locales. Saluant l'expérience algérienne en matière de préservation de l'identité nationale, de culture et d'éducation, il a appelé les jeunes à accompagner les dynamiques engagées dans leurs pays respectifs, tout en exprimant le souhait de voir se développer des initiatives culturelles et des salons du livre dans les pays du Sahel, à l'image du SILA, afin de renforcer les échanges et la circulation des savoirs.

Souveraineté cognitive et défis numériques

De son côté, Mostafa Ibrahim du NigEria a abordé la question sous l'angle de la transformation numérique et de la souveraineté cognitive. Dans une intervention intitulée «L'Afrique vers une conscience culturelle intelligente dans la langue, l'identité et la souveraineté cognitive», il a mis en évidence les mutations que les algorithmes et l'intelligence artificielle imposent aux formes de construction et de transmission de l'identité culturelle. Selon lui, celle-ci ne se limite plus aux traditions, aux pratiques sociales, à la littérature ou aux connaissances transmises de génération en génération, mais se construit désormais également dans les espaces numériques. L'universitaire a notamment mis en garde contre le risque d'effacement des identités africaines si leurs langues, leurs patrimoines et leurs connaissances ne sont pas intégrés aux nouvelles technologies. «Si nous ne préservons pas notre identité, si nous ne la préparons pas et si nous ne l'introduisons pas dans les logiciels et les algorithmes, cette identité finira par être oubliée», a-t-il averti. Il a ainsi plaidé pour la constitution de corpus linguistiques, de ressources audio et de dictionnaires numériques consacrés aux langues africaines, ainsi que pour leur intégration dans les outils de traitement et de traduction fondés sur l'intelligence artificielle. Pour lui, les technologies offrent justement de nouvelles possibilités de sauvegarde et de valorisation des patrimoines linguistiques et intellectuels du continent. L'intelligence artificielle «pourrait contribuer à la numérisation des manuscrits, la constitution de ressources pédagogiques et le développement d'outils adaptés aux langues africaines», a-t-il indiqué. Somme toute, cette rencontre a mis en évidence l'enjeu commun à nos sociétés, à savoir la construction d'une conscience culturelle africaine qui s'appuie sur les héritages du passé, les énergies du présent et une vision de l'avenir qui s'intègre pleinement dans la modernité, tout en affirmant ses valeurs propres et ses identités plurielles. Une pulsion/impulsion qui vient du cœur de notre continent, en s'appuyant sur sa jeunesse.

TIMIMOUN :

Le concours de projections se poursuit dans le cadre du Festival international du court-métrage

Le concours de projections de courts-métrages se poursuit dans le cadre de la deuxième édition du Festival international dédié à ce genre cinématographique, qui se tient à l'Oasis rouge, Timimoun, depuis jeudi dernier, avec 36 œuvres en compétition. Les catégories en compétition comprennent la fiction, le documentaire et le film d'animation, projetés durant la matinée et l'après-midi, tandis que les œuvres sélectionnées sont projetées en soirée au théâtre en plein air, en plus des projections sur écrans mobiles afin de faire vivre l'ambiance du festival cinématographique à travers les dix communes de la wilaya. La cérémonie d'ouverture du festival a été marquée par des projections et des allocutions mettant en avant le rôle du cinéma comme vecteur de développement local, la valorisation du potentiel touristique de l'Oasis rouge, ainsi que l'exploitation de ses sites historiques et de ses oasis naturelles comme espaces de production et de création cinématographiques. Dans ce contexte, le membre du jury, l'acteur algérien Hassan Kechache, a expliqué les missions du jury et la manière dont seront évaluées les œuvres cinématographiques, en compétition pour les prix de la réalisation, du scénario et du meilleur rôle. Des rencontres et des tables rondes sont également organisées afin de permettre aux participants de débattre des arts cinématographiques, de la créativité et de leurs perspectives.

Les mausolées royaux de l'Algérie antique franchissent une étape vers l'UNESCO



Le dossier de candidature des mausolées royaux de l'Algérie antique, couvrant la période du IV siècle avant J.-C. au VI siècle après J.-C., a franchi une étape importante dans son processus d'évaluation en vue d'une éventuelle inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, a annoncé le ministère de la Culture dans un communiqué. Selon le ministère, le centre du patrimoine mondial de l'UNESCO a confirmé que le dossier algérien répondait aux exigences techniques des orientations devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial de 1972. La candidature a ainsi été transmise aux organes consultatifs compétents pour la poursuite de son évaluation préliminaire.

Cinq sites retenus

Le dossier comprend cinq ensembles funéraires royaux : le mausolée d'Imedghassen, dans la wilaya de Batna ; le mausolée de Massinissa, à El Khroub, dans la wilaya de Constantine ; le mausolée de Siga, dans la wilaya d'Aïn Témouchent ; le monument funéraire d'Abalessa, associé à Tin Hinan, dans le Hoggar, wilaya de Tamanrasset ; ainsi que les Djeddars de Frenda, dans la wilaya de Tiaret. Le ministère souligne que, sur les 60 dossiers de candidature déposés, seuls 35 ont été retenus et transmis aux organes consultatifs pour la suite de la procédure.

Le déploiement opérationnel de l'IA amorcé en Algérie

Le déploiement opérationnel de l'IA est amorcé en Algérie avec le lancement de la mise en œuvre des volets relatifs aux données et des infrastructures de base.

La stratégie algérienne de l'IA franchit une nouvelle étape avec le lancement, à partir du 11 novembre, de la mise en œuvre de son volet consacré aux données et aux infrastructures de base.

Chantiers principaux : Disponibilité des données et capacités de calcul

Cette phase marque le passage progressif des orientations stratégiques aux premières opérations concrètes, avec la mobilisation des établissements universitaires, des centres de recherche et des entreprises économiques. Présenté lors de la 6e réunion multisectorielle, tenue le 3 novembre, le plan d'exécution prévoit un calendrier de réalisation ainsi que des indicateurs destinés à évaluer l'avancement des différentes opérations. La disponibilité des données et des capacités de calcul constitue l'un des principaux chantiers de cette stratégie. Pour 2026, la commission chargée de ce volet a recensé 17 opérations relatives aux infrastructures et 14 autres concernant les données. Le programme prévoit notamment de mobiliser les équipements informatiques disponibles, dont les unités de traitement graphique (GPU), et d'identifier les besoins supplémentaires en matière de calcul et d'hébergement.

Le financement, une question déterminante

Cette démarche a été renforcée lors d'une réunion organisée le 19 octobre dernier



avec des représentants d'entreprises économiques publiques et privées. Les échanges ont porté sur le financement de l'acquisition de nouveaux GPU et le renforcement des capacités nationales de calcul. Les participants ont également convenu d'élaborer une feuille de route à l'horizon 2030, destinée à préciser les besoins, les contributions des partenaires et les échéances de réalisation. La question du financement reste ainsi déterminante. Plusieurs mécanismes ont été examinés, notamment la mobilisation des ressources publiques, le financement bancaire et la contribution des entreprises économiques.

Développer des outils capables de traiter des documents institutionnels

Une proposition de fonds de financement conjoint figure également parmi les pistes étudiées. La production de solutions linguistiques spécialisées constitue un autre axe du programme. Lors de la réunion du 21 septembre, le ministère avait fait état de 4 grands modèles de langage, dont deux achevés et deux en cours de développement. Parmi les applications présentées, figure un chatbot consacré à la législation fiscale algérienne. Le ministère a indiqué que 98% des documents juridiques et réglementaires nécessaires à ce projet avaient été collectés. Les équipements requis avaient, quant à eux, été mis à disposition lors de la réunion du 20 octobre, avec un délai de quatre mois annoncé pour la livraison du modèle. Ces travaux visent à développer des outils capables de traiter des contenus propres aux institutions nationales et de répondre aux besoins de différents secteurs, notamment l'administration, l'enseignement et les activités économiques.

50 000 spécialistes en IA à former

Le développement de ces technologies nécessite également des compétences spécialisées. Le ministère s'est fixé pour objectif de former 50 000 spécialistes en IA à l'horizon 2030. Dans ce cadre, 46 établissements universitaires ont manifesté leur intérêt pour participer au projet d'école doctorale en IA et aux formations thématiques associées. Un premier projet, réunissant les écoles nationales supérieures d'informatique d'Alger, de Béjaïa et de Sidi Bel Abbès, prévoit une capacité de 102 places. Parallèlement, 85 opérations de formation continue ont été recensées pour accompagner la montée en compétences des personnels des différents secteurs. Les domaines ciblés concernent, notamment, la santé, l'énergie, l'agriculture, l'hydraulique, les transports et l'administration publique. L'objectif est de rapprocher la recherche universitaire des besoins concrets des institutions et de l'économie algérienne.

Objectif: réaliser des progrès à l'horizon 2030

La structuration de la recherche scientifique figure également parmi les priorités. Le ministère annonce un projet de création d'un Centre national de recherche en intelligence artificielle et données. Le projet de décret portant sa création a été actualisé et transmis aux services compétents pour la poursuite des procédures juridiques. Sa mise en place effective reste donc une étape à venir. En parallèle, le Réseau thématique de recherche en IA et les Programmes nationaux de recherche doivent contribuer au financement et à l'encadrement des travaux scientifiques. Un appel à projets de recherche était notamment annoncé pour novembre 2026. La participation des entreprises économiques et la mobilisation des compétences scientifiques algériennes établies à l'étranger sont également envisagées pour renforcer les liens entre les laboratoires et le secteur productif. Le déploiement de cette stratégie soulève plusieurs enjeux liés à la protection des données, à la cybersécurité et à la fiabilité des systèmes développés. La concrétisation des opérations annoncées, leur financement et l'évaluation de leurs résultats seront déterminants pour mesurer les progrès réalisés vers l'objectif fixé à l'horizon 2030.

START-UP:

Les recommandations d'Alger adoptées par l'UA

Les recommandations issues de la 4e Conférence africaine des start-up, tenue à Alger en 2025, ont été adoptées vendredi dernier par l'Union africaine (UA), leur conférant une portée continentale. L'annonce a été faite samedi à Alger par le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de la 5e édition de ce rendez-vous continental.

Un prolongement dans les politiques publiques

Celle-ci aura lieu du 5 au 7 décembre prochain au Centre international de conférences Abdelatif Rahal, sous le thème « Deeptech : le véritable défi ». Pour le ministre, cette adoption traduit l'ancrage de la conférence dans le paysage institutionnel africain et la portée de ses travaux, au-delà des rencontres entre experts, investisseurs et porteurs de projets. Ses conclusions trouvent désormais un prolongement dans les politiques publiques et les décisions des instances continentales en matière d'innovation et de développement des start-up, souligne-t-il. Il salue, à ce titre, le travail accompli par les cadres de son département, le secrétariat général de la conférence et la représentation diplomatique algérienne en Éthiopie pour faire aboutir cette démarche. Organisée autour des technologies profondes, la prochaine édition entend placer la recherche scientifique et le développement technologique au centre des discussions. Le choix de cette thématique répond, selon Ouadah, à une interrogation devenue incontournable : l'Afrique peut-elle continuer à importer les technologies dont elle a besoin pour résoudre ses propres problèmes, dans un contexte international marqué par les tensions et les recompositions géopolitiques ?

Ne pas limiter le débat au financement des start-up

Le ministre relève que les start-up africaines connaissent une croissance soutenue, mais que nombre d'entre elles restent tournées vers les applications et les plateformes numériques. Dès lors qu'il s'agit d'apporter des réponses à des défis plus complexes, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'eau ou de l'énergie, le recours aux technologies étrangères demeure important. L'ambition affichée est donc de faire émerger davantage de solutions conçues sur le continent, à partir de ses compétences scientifiques et techniques. Dans cette perspective, Ouadah insiste sur la nécessité de ne



pas limiter le débat au financement des start-up. L'effort doit également porter sur les conditions qui favorisent leur émergence : les universités, les centres de recherche et les activités de recherche-développement au sein même des entreprises.

Technologies profondes : plus de 40% des dépenses consacrées à l'ingénierie

Le sommet ministériel et les échanges entre experts devront ainsi examiner les moyens d'accroître les dépenses africaines dans ces domaines, que le ministre juge faibles par rapport à celles des autres continents. 4 axes pour accélérer l'innovation « Le défi en Afrique n'est pas seulement de financer davantage les start-up, mais de financer davantage la recherche scientifique », explique le ministre. Il indique que dans les start-up spécialisées dans les technologies profondes, plus de 40% des dépenses sont consacrées à l'ingénierie, aux chercheurs et aux compétences techniques. Pour lui, le développement de ces entreprises passe donc par un investissement en amont, capable de transformer les résultats de la recherche en technologies, puis en produits et services.

Confrontés au séisme de l'IA, des mathématiciens cherchent des pistes de cohabitation

Face aux avancées de l'intelligence artificielle, les « matheux » tentent de réfléchir aux transformations de leur métier. C'est dans ce cadre que plusieurs dizaines d'entre eux se sont réunis, mardi à Paris, pour des ateliers d'une journée. L'onde de choc déclenchée par les derniers modèles d'intelligence artificielle (IA) continue de secouer la recherche en maths. Le 26 octobre, OpenAI, après une mise en ligne de plus de 700 problèmes trois semaines plus tôt, a annoncé des avancées sur trois nouveaux grands problèmes, dont des experts doivent valider les preuves. Pour l'un, Anthropic a également sa propre démonstration. Dans ce contexte s'est tenue à Paris, le 3 novembre, une réunion, originale sur la forme, pour collectivement « dessiner les trajectoires de l'IA et de la recherche mathématique ». « Sans chercher à lisser les tensions ou les désaccords », précisait l'invitation pour témoigner du chamboulement quasi existentiel en cours. Environ 70 mathématiciennes et mathématiciens de laboratoires parisiens, et de tous âges ou sous-disciplines, étaient invités à débattre, en petits groupes, pour dresser une liste d'« appels à action ». « Ça m'amuse de moins en moins de faire des maths à cause de l'IA », constate une participante. « C'est une bonne initiative pour nous sortir des conversations de la machine à café », apprécie un de ses collègues plus optimiste. L'initiative émane du Laboratoire fabrique de pensée critique de l'Institut national des sciences appliquées de Rennes, créé en 2024 dans le but de « repenser la place des techniques pour accompagner la soutenabilité écologique et sociale de nos sociétés ». A la manœuvre, la designeuse et ingénieure de recherche Zoé Aegerter. En introduction, elle a dressé une cartographie de cette controverse, basée sur l'étude d'une quarantaine de textes et d'une vingtaine d'entretiens avec des spécialistes, notamment recrutés grâce au collectif Automath !, qui discute des progrès de l'IA. Elle distingue notamment plusieurs positions vis-à-vis de ces innovations : appel à résister, à négocier, à s'adapter ou à spéculer (imaginer des futurs lointains souvent pessimistes).

Deux ans après le retour de Donald Trump au pouvoir, le bilan alarmant des climatologues américains

Des chercheurs en sciences du climat accusent l'administration américaine de « chercher à briser le moral de la communauté » scientifique, avec la suppression de divisions entières dans des agences fédérales et des baisses de financement. Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2025, Donald Trump a multiplié les attaques contre la climatologie. Licenciement de divisions entières à l'Agence d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), à la NASA et au département de l'énergie (DOE), tentatives de fermeture des laboratoires de climatologie les plus emblématiques, comme le laboratoire de recherche en sciences atmosphériques à Boulder (Colorado) et l'observatoire du Mauna Loa à Hawaï, où les niveaux de CO2 sont mesurés depuis soixante-dix ans… Ces décisions ont durement touché les chercheurs. « Des collègues ont déménagé dans d'autres pays, ont quitté le monde scientifique, ou ont dû faire face à de graves difficultés pour achever des travaux déjà en cours », témoigne Twila Moon, chercheuse au Centre national de données sur la neige et la glace à l'université du Colorado. Coautrice d'un rapport annuel de référence sur l'Arctique, elle aussi a été directement freinée dans ses travaux de recherche par l'administration américaine. « Le financement fédéral et le soutien de la NOAA ont été brutalement supprimés en août », raconte-t-elle. Une décision inédite depuis 2006, date de création de ce rapport sur une zone convoitée par Donald Trump pour ses ressources fossiles.

ED DIWAN
Quotidien national d'informations culturelles
2406
Lundi 09 Novembre 2026

INDONESIE :

Crash d'un hélicoptère bombardier d'eau, un membre d'équipage porté disparu

Un hélicoptère luttant contre les incendies qui font rage depuis plusieurs mois en Indonésie s'est écrasé dimanche dans une rivière sur l'île de Bornéo, a indiqué l'agence nationale de gestion des catastrophes, ajoutant que l'un des membres d'équipage était porté disparu. Deux ressortissants australiens ont survécu à l'accident et sont "en sécurité", a déclaré le porte-parole de l'agence nationale de gestion des catastrophes, Berton Panjaitan. Le troisième membre d'équipage, un Indonésien, est porté disparu. "Cet incident est survenu alors que la flotte aérienne effectuait une opération de largage d'eau", a-t-il expliqué. "Sur des images filmées par un vidéaste amateur, l'hélicoptère semble perdre le contrôle pendant une manœuvre, après avoir puisé de l'eau dans la rivière à l'aide d'un réservoir d'eau", a-t-il encore dit. Cette vidéo montre l'hélicoptère entraîné lentement vers le bas avant de piquer du nez dans la rivière. L'accident, survenu dans la province de Kalimantan du Sud, sur l'île de Bornéo, est le deuxième en quelques jours impliquant un hélicoptère bombardier d'eau. Mercredi, un hélicoptère militaire transportant huit personnes dans le cadre d'une mission de lutte contre les incendies s'était écrasé dans les eaux au large de Bornéo, faisant trois morts.

N.Nadia

SÉNÉGAL :

Une vingtaine de corps découverts sur une plage du nord du pays

Une vingtaine de corps ont été retrouvés samedi sur la plage de Lompoul, dans le département de Kébémer, dans le nord du Sénégal, a rapporté l'Agence de presse sénégalaise (APS), citant une source sécuritaire. Les dépouilles ont été découvertes dans la zone de Tébène, dans le secteur de Potou Saradao, au lendemain du signalement d'une pirogue qui se serait échouée au large de cette localité, selon l'agence. Des gendarmes et des sapeurs-pompiers ont participé aux recherches et à la récupération des corps, qui ont ensuite été transportés pour identification. Les circonstances du drame et le nombre de personnes à bord de l'embarcation n'étaient pas encore connus, a précisé l'APS. Vendredi, citant le maire de la commune de Thiéppe, Mouhamed Dia, l'agence avait fait état d'un premier bilan de quatre morts après l'échouement d'une pirogue transportant des personnes présumées candidates à l'émigration irrégulière près du village de Tébène 2, dans le même département.

POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES VILLES EN CHINE :

La wilaya d'Alger, invitée d'honneur de la 4ème édition du Prix des Nations Unies

La wilaya d'Alger a pris part, dans la ville chinoise de Fuzhou, en qualité d'invitée d'honneur, à la 4e édition du Prix des Nations Unies pour le développement durable des villes, indique dimanche un communiqué des services de la wilaya. Le choix de la wilaya d'Alger en tant qu'invitée d'honneur de cette édition intervient "en consécration de sa distinction lors de la précédente édition (2025), en reconnaissance des réalisations accomplies dans le domaine du développement urbain durable, grâce aux projets concrétisés dans le cadre de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale", précise la même source. Cette participation s'inscrit également dans le cadre de "la mise en avant de l'expérience de la wilaya d'Alger et des principales réalisations ayant contribué à cette distinction, permettant ainsi de partager les expertises avec les villes participantes et de tirer parti des expériences internationales pionnières". A travers cette participation, la wilaya poursuit "la valorisation de son expérience en matière de développement et la mise en avant de son modèle de développement et de modernisation des villes, de manière à renforcer le positionnement de la



capitale dans les fora internationaux", souligne le communiqué. Le chef de cabinet, Abderrahmane Rouabhi, a pris part à cet événement en qualité de représentant du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, selon la même source.

L.Kheira

CONSTANTINE :

32 blessés dans un accident de la route près d'Ain Smara



Trente-deux (32) personnes ont été blessées lors d'un accident de la route, survenu dimanche sur l'autoroute Est-Ouest, à l'entrée de la commune d'Ain Smara, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Un bus de transport de voyageurs assurant la ligne Tébessa- Alger a dérapé puis s'est renversé, causant des blessures de divers degrés à 32 personnes âgées entre 10 mois et 51 ans, a indiqué à l'APS le chef du service de prévention à la même direction, le commandant Abderahmane Lagraâ. Les victimes ont bénéficié de premiers secours, prodigués par des médecins pompiers, a ajouté la même source, soulignant que 31 blessés se trouvent actuellement sous surveillance médicale au sein de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Abdelkader-Bencharif de la circonscription administrative Ali-Mendjeli et au Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis, au chef-lieu de wilaya. Tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont 30 agents de la Protection civile tous grades confondus, 7 ambulances dont 2 médicalisées, 2 camions anti-incendie et 1 véhicule de liaison, ont été mobilisés pour cette intervention, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes de l'accident.

F.Kheira

TUNISIE:

Démantèlement d'un réseau international de trafic de cocaïne

Un réseau international de trafic de cocaïne impliquant des ressortissants tunisiens et étrangers a été démantelé en Tunisie, a rapporté samedi l'agence de presse tunisienne (TAP). "Les unités de la sous-direction de lutte contre les stupéfiants, relevant de la direction de la police judiciaire d'El Gorgani, ont démantelé, le 4 novembre dernier, un réseau international de trafic de cocaïne impliquant des ressortissants tunisiens et étrangers", a précisé samedi la TAP. "Sept individus ont été arrêtés dans le cadre de cette opération. Les forces de sécurité ont également saisi 31 capsules de cocaïne, plusieurs véhicules ainsi qu'une somme de 23 000 dinars", a indiqué une source sécuritaire à l'agence TAP. La même source a fait état du "démantèlement, à l'Ariana, d'une entente criminelle spécialisée dans le trafic de stupéfiants et soupçonnée d'entretenir des liens avec le réseau précité". "Trois personnes, dont deux faisant l'objet d'avis de recherche, ont été interpellées dans le cadre de cette seconde opération. Quatre kilogrammes de cannabis ainsi qu'une voiture ont également été



saisis", a-t-on ajouté. "Les suspects ont été placés en garde à vue sur ordre du parquet, pour des faits liés au trafic de stupéfiants et au blanchiment d'argent", a-t-on précisé.

K.Nacera

Trois soldats tués dans une attaque aux drones en Colombie

Une attaque menée à l'aide de drones chargés d'explosifs a fait trois morts et huit blessés graves parmi des soldats samedi dans une base militaire du nord de la Colombie, a indiqué l'armée. "Attaquer les forces de l'ordre à l'aide d'engins explosifs constitue une grave violation des droits de l'homme", a déclaré l'armée colombienne dans un communiqué, sans identifier les auteurs de ce crime. Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent une explosion et un épais nuage de fumée dans une installation militaire de Bolivar. Dans cette région du nord de la Colombie, des groupes armés se disputent les revenus issus de l'exploitation minière illégale et du trafic de drogue. Ils attaquent régulièrement forces de l'ordre et civils à l'aide de drones piégés. Le président Abelardo de la Espriella a déclaré qu'il avait ordonné d'"intensifier les opérations visant à identifier, poursuivre et capturer les responsables de cette attaque, à frapper leurs structures criminelles et à reprendre le contrôle des territoires où ils tentent d'imposer la peur et la violence".

FUSILLADE EN POLOGNE:

Trois corps retrouvés au domicile du tireur

Trois corps ont été retrouvés au domicile du jeune Polonais qui a tué samedi six personnes au hasard dans la vieille ville de Cracovie (sud), a annoncé le Premier ministre Donald Tusk. "Deux femmes et un homme ont été retrouvés morts au domicile de l'auteur" de la fusillade, a déclaré le chef du gouvernement polonais lors d'une conférence de presse à Cracovie, ajoutant qu'il s'agissait probablement de "proches" du suspect. Un homme a ouvert le feu sur des passants samedi dans le centre touristique de Cracovie, dans le sud de la Pologne. Vers 15H00 (heure locale), l'homme a fait irruption en voiture sur la grande place de la vieille ville, très fréquentée en ce jour de week-end, et s'est mis à tirer "au hasard", selon un porte-parole de la police locale. "L'auteur des faits a été neutralisé par la police et blessé par balle (...) cinq personnes ont été tuées et une dizaine d'autres ont été blessées", a indiqué cette source.

CAMEROUN :

Un soldat et deux civils tués dans une attaque armée dans le sud-ouest

Au moins un soldat et deux civils ont été tués vendredi matin lors d'une attaque armée survenue dans l'arrondissement de Bamusso, dans la région du sud-ouest du Cameroun, selon des sources militaires. L'attaque s'est produite au poste avancé de Mofako, situé au carrefour dit Yaoundé Quarter, dans le village d'Ekombe Lyongo, selon les mêmes sources. Depuis 2016, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont le théâtre d'un conflit armé opposant les forces gouvernementales à des groupes séparatistes. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 493.402 personnes étaient déplacées dans ces deux régions au 30 septembre 2026. Plus de 6.500 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, selon le Global Centre for the Responsibility to Protect.

Collision mortelle entre 2 motos à Béni Tamou

Une collision entre 2 motos, vendredi soir à Béni Tamou (Blida), a fait 1 mort et 1 blessé, transféré à l'hôpital. Un accident de la circulation impliquant une collision entre deux motos est survenu vendredi vers 18 h 25 au niveau du rond-point Ben Yettou, dans la commune de Béni Tamou, wilaya de Blida. L'accident a causé le décès d'une personne et a fait un blessé. Les premiers soins ont été prodigués par les éléments de la Protection civile avant d'être transférée vers l'hôpital local, tandis que la dépouille de la personne décédée a été transportée à la morgue de l'hôpital Frantz Fanon.

SENEGAL:

142 migrants en route pour l'Espagne interceptés au large de Dakar

La gendarmerie sénégalaise a annoncé samedi avoir intercepté au large de Dakar 142 migrants clandestins, dont plusieurs femmes et des enfants, qui tentaient de rejoindre l'Espagne à bord d'une pirogue. L'opération a eu lieu vendredi. Parmi les personnes interceptées figurent 40 Sénégalais dont quatre femmes, 93 Gambiens dont 17 femmes, un ressortissant de Guinée-Bissau, deux Guinéens et deux Nigérians, détaille la gendarmerie dans un communiqué. Le groupe comptait également deux nourrissons et deux enfants mineurs, ajoute-t-elle.